

Séminaire européen

QUEL JOURNALISME POUR UNE AUTRE EUROPE ?

Echanges, regards croisés, pistes pour l'avenir...

Bruxelles
Samedi 7-12-2013
9:00 - 16:30

Inscription obligatoire :

- mail : acjj@skynet.be
- sms: 0473 496 779

PAF :

- Documents + café/eau + lunch sandwiches : 5 €
- Étudiants – pensionnés : 3 €
- Entrée libre aux étudiants de l'IHECS

IHECS

Rue de l'Etuve 58-60 - 1000 Bruxelles
Salle Velge - 2^{ème} étage
Accès parking possible

Une initiative de



Partenariat



Avec la participation de



Avec le soutien



Actes séminaires

« Quel journalisme pour une autre Europe ? »

Le 7 décembre 2013

9 h à 16 h

IHECS salle Velge

À l'initiative de l'ACJJ, avec le soutien du réseau Transform ! et en collaboration avec le pôle Europe de l'IHECS

Rapport Session 1 (9 h-10 h) Etat des lieux

Modératrice : Laura Leprêtre, animatrice culturelle ACJJ

Introduction

Laura Leprêtre, animatrice culturelle (ACJJ)

La compréhension du fonctionnement de la prise de décision publique et de ses impacts sur notre quotidien est primordiale dans un système que l'on veut démocratique. Pour participer, le citoyen doit pouvoir connaître sa marge de manœuvre dans le processus de décision et définir sa place face au pouvoir politique. Concernant l'Union européenne (UE), cet impératif est mis à mal. Car l'Union, trop lointaine, est pour beaucoup une entité opaque, difficile à politiser.

Cette impossible politisation a plusieurs causes : institutionnelles, administratives, techniques, économiques, financières... De plus, la diversité des points de vue nationaux, de même que les considérations culturelles et coutumes différentes, laissent peu de place à la politisation des enjeux.

La question du rapprochement de l'Union et des citoyens a été posée à maintes reprises par les institutions européennes elles-mêmes, mais aussi au sein de la société civile, des médias... Des initiatives ont été lancées, avec plus ou moins de succès (Initiative citoyenne européenne, initiatives venant de la société civile, campagnes de communication de la Commission européenne, création de médias européens, etc.). Mais la réponse n'a pas encore été trouvée.

Aujourd'hui, le but n'est pas de trouver une réponse toute faite, mais de mettre en avant les initiatives de journalistes militants, de citoyen-ne-s, qui ont pour but de donner une information européenne décryptée, analysée, et qui tentent de politiser, de mobiliser les citoyen-ne-s sur les enjeux européens.

Car pour participer aux décisions européennes, il faut en connaître les clés et les rouages. L'action citoyenne européenne commence au niveau local avec une compréhension des enjeux globaux.

Nous sommes l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte, une association d'éducation permanente. Notre objectif aujourd'hui est aussi de vous faire participer. N'hésitez donc pas à poser des questions à nos orateurs. Je remercie **Maria Aroni**, correspondante à Bruxelles pour *TV Athens*, d'être présente parmi nous ce matin, **Lorenzo Consoli**, journaliste européen accrédité à Bruxelles depuis de nombreuses années, et **Esther Durin**, directrice du pôle Europe de l'IHECS, et porteuse de l'initiative citoyenne européenne pour le pluralisme des médias en Europe. Nous allons commencer avec Lorenzo Consoli qui va nous faire un aperçu de la situation et de l'évolution du corps de presse à Bruxelles, et aborder la question de la politisation des enjeux européens dans l'espace public européen.

L'Europe, la grande absente

Lorenzo Consoli, Journaliste européen accrédité

Bonjour, je vais commencer par quelques données. Le nombre de journalistes accrédités auprès de l'UE n'a cessé d'augmenter jusqu'au pic de 2005 (1031 journalistes accrédités), dû à l'élargissement aux 10 pays de l'Europe de l'Est. Puis, ce nombre a continuellement baissé (sauf un sursaut en 2007 avec l'élargissement à la Bulgarie et la Roumanie [1006]) jusqu'en 2010.

Comment interpréter ces données ? Il y a une alerte donnée par la presse. Quelque chose ne marche pas, le journalisme européen est en crise, le nombre de journalistes ne cesse de baisser. L'attractivité de l'UE n'est manifestement plus là. Il y a aussi la crise économique : à partir du moment où les journaux n'ont plus d'argent pour continuer à soutenir les correspondants à Bruxelles, ils commencent à les retirer. Pourtant, depuis 2010, ce nombre est revenu à la hausse, avec 1030 journalistes accrédités en 2011, 1008 en 2012 et 1004 en juillet 2013. On est presque revenu au pic de 2005. Le nombre s'est stabilisé autour de 1000 journalistes européens qui représentent 558 médias. Triés par type de médias, cela donne 46 % pour la presse écrite (2011), 30 % pour l'audiovisuel, 10 % pour les agences de presse et 6 % pour internet. Ce dernier média augmente de plus en plus.

Les grandes tendances sont donc une baisse du nombre de médias, tandis que la hausse du nombre de journalistes est surtout le fait de salariés jeunes et précaires. Au début des années 2000, les journalistes avaient des contrats permanents. Il s'agissait de professionnels avec de l'expérience et qui avaient évidemment tendance à être assez critiques dans leur analyse par rapport au message européen. Ici nous avons des journalistes qui ne sont pas stables, qui sont précaires, des *freelances* qui essaient d'être payés, et des journalistes qui sont toujours à la recherche de quelque chose pour se stabiliser. Ceux-ci sont souvent très jeunes, sans l'expérience ni la capacité d'analyse critique des vieux journalistes. Il y a eu un changement énorme dans la qualité de l'information de l'UE, dans le sens où les nouveaux journalistes sont beaucoup moins stables, plus faciles à intimider et tendent beaucoup plus à ne pas aller vers l'analyse critique dans leur couverture, car ce n'est pas ce qu'on leur demande. Ces journalistes pressés par les impératifs de rendement ne couvrent que la crise, les aspects économiques et financiers de l'Union. Il y a peu d'analyses, peu d'enquêtes et d'investigations...

Période	2002-11	2003-07	2004-06	2005-04	2005-10	2006-06	2007-06
Nombre de journalistes accrédités	878	920	929	1031	998	992	992
Femmes	275	286	295	344	334	317	317
Nombre de médias représentés	574	624	635	685	670	638	638
2008-08	2009-04	2010-03					
971	962						
327	337						
587	573						

Depuis la crise financière, on constate que beaucoup de journalistes ne comprennent rien à l'UE et ne parlent que de crise ! Les journalistes qui viennent sont là pour couvrir la crise de la zone euro. La crise est devenue le seul sujet *mainstream* qui a monopolisé le débat au sein de la presse. Il n'y a, par exemple, pas de connaissance du Parlement européen. Il y a eu une polarisation de l'information taillée sur l'économie, la crise, les questions macro-économiques et financières, ce qui correspond plus à l'attitude des rédactions qui ne s'intéressent qu'à la crise. Cela engendre

aujourd'hui un manque d'intérêt et même de compétences sur les autres sujets européens qui sont importants pour la vie des citoyens. Donc au niveau quantitatif le nombre de journalistes est revenu au nombre maximal, mais qualitativement il y a un problème.

Je voudrais aussi aborder la question du non-renouvellement du contrat de *Presseurop* par la Commission européenne (CE) et de l'arrêt de ce site d'information au 20 décembre 2013. Il faut savoir que ce site traduit en 10 langues fournissait une série d'articles issus de la presse européenne et internationale, il permettait à des titres de presse et aux journalistes d'élargir leur audience au-delà de leur frontière linguistique. Grâce à une plate-forme de discussion multilingue, ce site faisait vivre le débat d'opinion autour de l'Europe.

On a des institutions européennes qui prennent des décisions qui sont suivies par une presse qui est taillée pour une audience nationale. Nous, journalistes, sommes soumis à une demande très claire : faire ce qui intéresse notre pays. Il y a très peu de points de vue européens. On n'a pas d'opinion publique européenne, d'espace public européen, au même niveau des institutions politiques qui prennent des décisions qui concernent tous les citoyens européens. C'est un problème démocratique. S'il n'y a pas de débat politique au niveau de l'espace public européen, il y a un déficit démocratique, car il n'y a pas de contrôle public sur les décisions qui sont prises. *Presseurop* était un des outils qui devait servir à construire cette opinion publique européenne.

Il faut savoir aussi que, la CE octroie des subventions à de nombreux journaux européens. Pour illustrer mon propos, je vous propose de regarder ce document concernant le budget de la Commission pour les médias :

On the budget : The total budget for 2013 on the multimedia action line 16.03.01.01 was 28.400.000 euros in 2013. In 2014, with the amendment voted by EP, the amount on the line will be 25.540.000 EUR.

This will allow Euranet plus to be financed (contract signed end 2012 by the Commission, renewable 4 times (4 more years). The amount of this contract is 6.100.000/year. The balance (6.8 -6.1) i.e. 700,000 is not enough to cover PressEurop. It will be used to finance existing projects.

Budget line 16 03 01 01 : Multimedia actions

2013

Euronews – 18,000,000

Euranet – 6, 100, 000

Internet Network (Presseurop) – 3,200,000

Studies (European Media Observatory) – 400,000

Audiovisual productions + multimedia products – 700,000

TOTAL – 28,400,000

2014

Euronews - 18,000,000

Euranet – 6, 100, 000

Internet Network (Presseurop) – 0

Studies (European Media Observatory) – 790,000

Audiovisual productions + multimedia products – 650,000

TOTAL – 25,540,000

Euranet Plus is a network of radios made of 13 members broadcasting in 12 European languages. It is supposed to reach more than 20 million listeners on a daily cumulated basis. Euranet Plus News Agency is in fact just the name of their office in Brussels set-up to coordinate the most relevant information to their members on the EU institutional affairs.

Euronews : approx. 5-7 million viewers per day.

PressEurop : approx. 450,000 readers per month.

On constate qu'*Euronews* reçoit, en 2013, 18.000 000 € et que le réseau internet *Presseurop* reçoit en tout 3.200 000 €. En 2014 le montant octroyé à *Euronews* reste le même (18 millions €) et rien n'est prévu pour *Presseurop*. *Euronews* n'est pas complètement indépendant, car il y a des rubriques qui sont financées directement par des directions générales de la Commission. Il y a aussi un contrôle sur la ligne éditoriale d'*euronews* qui est assez poussé, notamment sur les priorités politiques. De plus, il n'a pas d'analyse critique des politiques de l'UE, c'est plutôt de l'explication.

Le réseau de radio *Euranet* est aussi financé par la Commission. Là, c'est beaucoup moins visible de voir le contrôle, car *Euranet* est une aide donnée aux radios pour qu'elles puissent traduire les articles de presse et les titres de la presse du reste de l'Europe, et donc il y a des revues de presses européennes faites pas les radios du circuit d'*Euranet*.

Un quatrième chapitre sur le financement européen pour les médias et la construction d'un espace public européen : le monitoring de la presse européenne, fait au niveau de la CE, qui n'a rien à voir avec les citoyens. Elle sert pour la Commission à contrôler la présence de l'actualité dans la presse européenne. C'est plutôt un outil de contrôle.

Des trois que l'on a énumérés, *Presseurop* est le média le plus critique et avec les meilleures analyses. *Presseurop* est une source d'information indépendante et primordiale pour la compréhension des enjeux européens à travers l'Europe avec plus de 450 000 lecteurs par mois. *Presseurop* dérangeait la CE, car il amplifiait en 10 langues toutes les critiques portées à la CE. Pour moi, cela explique la décision de la CE de ne plus le soutenir. Ce n'est pas un choix économique, car la Commission avait à disposition pour ce type de « *multi media action* », en 2013 : 28 400 000 € avec une réduction à 25 540 000 € en 2014. Une baisse, donc, de près de 3 millions €. Cette réduction est due à la restriction de budget que les États continuent de demander. Mais il y a eu une négociation au Parlement européen (PE) où il a été question de sauver les actions pour la formation de l'opinion publique européenne comme *Presseurop*, et la CE a réussi à avoir 6 millions d'euros supplémentaires. Qu'a fait la CE ? Elle a pris les 6 millions en plus, a tout donné à *Euronews* et a coupé *Presseurop*. C'est donc un choix d'arrêter spécifiquement ce canal d'information.

La fermeture de ce réseau d'information est une grave erreur à quelques mois des élections européennes. Elle amplifie la distance entre les citoyen-n-es et l'information européenne.

Laura Leprêtre : Merci, Lorenzo, je vais passer la parole à Maria Aroni, pour savoir comment la crise a été traitée par les médias en Grèce et quelle influence a-t-elle eue.

Le cas de la Grèce

Maria Aroni, journaliste grecque pour TV Athens

Je travaille comme correspondante pour une télévision privée depuis 2006. La Grèce est confrontée à la plus grave crise de son histoire. Ça veut dire que les défis pour les journalistes grecs sont immenses. Le pays entier est entré dans une situation de jamais vu. Dès l'explosion de la crise, la Grèce s'est retrouvée au centre de l'intérêt mondial. C'est la première fois que la Grèce devient pareil centre d'intérêt pour les médias internationaux, c'est une expérience nouvelle pour les journalistes grecs et les correspondants à Bruxelles, car c'est ici que les décisions importantes pour l'avenir du pays sont prises. On a eu, comme Lorenzo vous a expliqué, un changement de notre travail à Bruxelles. Car pour nous, les Grecs, les premiers sujets sont devenus l'économie et la finance. Avec des

notions techniques avec lesquelles le public n'était pas familier. Dans notre vie, entre un tout nouveau vocabulaire : CDS, Agence de notation, *Spread*, Eurogroupe, et c'est vrai qu'on a eu des difficultés à rapporter ces situations complexes, des situations assez techniques. Est-ce qu'on a réussi à faire notre travail ? Oui et non, car à mon avis on a commis des erreurs, tant de la part de la presse grecque que de la presse internationale. En ce qui concerne les médias en Grèce, ce qu'il y a à retenir c'est que la crise se présente de manière assez sensationnelle.

Politiquement il y a un parti pris. Il y a des journaux et chaînes de télévision qui servent les intérêts de tel ou tel parti politique. Par conséquent, vu que les médias en Grèce font du « sensationnel », on voit qu'une grande partie de l'opinion publique grecque a une vision erronée des choses. Une grande partie de l'opinion publique grecque pense que tout est de la faute des politiques européennes. Comme il y a, en Allemagne, une grande partie de l'opinion publique qui pense que la Grèce est en crise, car c'est un peuple de paresseux, une grande partie de l'opinion publique allemande ne reconnaît pas la responsabilité de l'Allemagne dans cette crise. C'est trop caricatural des deux côtés.

En ce qui concerne les médias européens — internationaux, il faut faire une distinction entre la presse anglo-saxonne et les autres. La presse anglo-saxonne avec des médias tels que FT, WSJ, Reuters, Bloomberg, etc. a joué un rôle négatif sur la crise grecque, car il a eu de fortes réactions et stéréotypes dans ces médias : les Grecs ne travaillent pas, c'est la faute des Grecs, leur État est trop corrompu... Sans parler des publications spéculatives, qui ont détérioré la situation. Ils n'ont jamais véritablement abordé la question des véritables responsables de la crise financière (subprimes, agences de notation, banques d'investissement). Ils donnent une vision déformée de la réalité. La presse allemande est, elle aussi, très provocatrice. Les presses française, belge, italienne ou espagnole en revanche étaient plus modérées (plus impartiales et plus solidaires).

De plus la crise a fortement touché le secteur des médias en Grèce. La situation est infernale. On a plus de 50 % de chômage parmi les journalistes. C'est le secteur le plus touché par le chômage. Durant ces quatre ans, on a vu des journaux être fermés, une chaîne être privatisée et l'été passé la fermeture de l'ERT en une nuit. L'écran noir a choqué l'opinion publique. Pourquoi la fermeture de ERT ? Parce que la *Troïka* (FMI, CE, et la Banque centrale européenne) exigeait 2000 licenciements et le gouvernement grec, sous pression, a décidé de fermer la chaîne publique grecque en une nuit. Le défi pour nous les journalistes en Grèce est toujours présent, la crise n'est pas finie. Il est de plus en plus difficile de vivre en tant que journaliste en Grèce. Les conditions sont de plus en plus précaires. Cette crise se ressent partout à travers l'Europe. Mais les économies de service public que l'on a demandé de faire à la Grèce a rendu la profession de journaliste vraiment difficile.

Laura Leprêtre : Merci, Maria, on prendra les questions à la suite de l'intervention d'Esther. Esther, tu vas nous parler du problème de l'information comme produit, de la concentration des monopoles économiques et de leurs impacts sur l'information européenne. Il y a notamment la question du pluralisme, qui met en exergue l'importance de l'initiative citoyenne européenne sur ce sujet. Ceci pose la question du rôle de l'info : doit-elle être rentable ? Ou utile ?

Le pluralisme des médias en Europe

Esther Durin, coordinatrice du Pôle européen de l'IHECS

On est là aujourd'hui pour parler de l'info européenne, mais cette absence d'information européenne dans les médias est reliée de manière plus générale à une baisse drastique de l'information politique et sociale dans les médias principaux. Parce que c'est ça, l'info européenne, ce n'est pas une presse à part. C'est une clé de lecture supplémentaire indispensable. Mais voilà le paradoxe ! Nous voilà à l'ère de l'hyper communication : les nouvelles technologies transcendent les frontières et multiplient à l'infini les canaux de transmission. Il n'a pourtant jamais été aussi difficile d'accéder à une information pluraliste, une information qui confronte la diversité des opinions et points de vue de la société, offre un espace aux différentes identités culturelles qui la composent. Les raisons et enjeux

semblent multiples, à commencer par les attaques franches au pluralisme, commises ou permises par certains États membres.

Je voudrai tout d'abord parler de l'ingérence politique des empires économiques et des conflits d'intérêts en Europe. La liberté de la presse est historiquement conçue comme son indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. Aujourd'hui encore, cette liberté est loin d'être acquise. En Hongrie, le Conseil des médias, dont les membres sont nommés par le parti au pouvoir, continue, malgré les recommandations du Conseil de l'Europe et l'avertissement de la CE, à faire la pluie et le beau temps en matière de censure. L'évolution du paysage médiatique, marquée par la privatisation de l'audiovisuel, des phénomènes successifs de concentration des médias et l'arrivée de nouveaux supports, a engendré de nouvelles menaces pour le pluralisme, sous la forme cette fois de pressions économiques. C'est le cas notamment au Royaume-Uni, où l'empire Murdoch contrôle l'ensemble des médias les plus influents du royaume (TV, radio, presse écrite, fournisseurs d'accès internet).

En Italie, on a assisté à un dangereux mélange des genres, la concentration économique des médias de masse au sein du groupe *Mediaset*, détenu par la famille Berlusconi, ayant été mise au service des intérêts politiques du *Cavaliere*. Derrière ces quelques exemples des atteintes les plus manifestes à la liberté des médias en Europe, le pluralisme est aujourd'hui partout menacé de manière plus insidieuse : homogénéisation croissante des contenus, primat de la « *news* » et de l'information prêt-à-penser, disparition progressive de l'analyse et de la presse d'opinion... Comment en est-on arrivé là ? Plusieurs facteurs semblent y avoir contribué.

Deuxième point que je voudrai aborder : l'information est-elle une marchandise comme une autre ? Le droit à une information pluraliste est à la fois le produit et le gardien de la démocratie. C'est lui qui veille au respect des autres droits fondamentaux. Les médias jouent également un rôle majeur dans la définition de l'agenda public. Ils ne sont pas de simples témoins de l'actualité politique : ils la font. Ils sont aussi des relais pour les organisations citoyennes, parfois davantage que les syndicats et partis. José Luis Exeni Rodriguez, dans son ouvrage *Mediamorphis*, explique de manière très pertinente comment nous sommes passés d'une démocratie parlementaire à une démocratie de partis, pour vivre aujourd'hui dans une « *médiacratie* ».

Mais si les médias ont ainsi acquis une place prépondérante dans l'organisation des relations entre citoyens et autorités politiques, ils échouent pourtant à jouer leur rôle de « médiateurs ». Pourquoi ?

Aujourd'hui, la valeur d'usage de l'information – sa fonction d'éducation permanente, de stimulation du débat public et de formation d'une citoyenneté active, et son traditionnel rôle de « chien de garde » – entre en opposition frontale avec sa valeur d'échange – sa fonction économique –, laquelle pèse bien plus lourd dans le rapport de force.

Les médias de service public sont également engagés dans une double lutte pour assurer leur indépendance politique et économique. Face à une offre pléthorique de programmes en libre accès sur Internet et à une nouvelle politique commerciale des médias privés « à la carte », la philosophie collective d'un service d'intérêt général assuré par tous et pour tous est de plus en plus contestée par les citoyens eux-mêmes.

Traitée comme toute autre industrie, l'information est touchée de plein fouet par la crise financière internationale : coupes drastiques dans les budgets de fonctionnement, réduction du personnel, suppression du travail de terrain. On assiste à un changement de paradigme, de l'information la plus complète à l'information la plus rapide. Il est temps de réconcilier les temps de l'information !

Les nouvelles technologies et le tout au numérique ne sont pas sans effet sur cette exigence de rapidité. Smartphones et tablettes en main, un œil sur *Twitter*, un autre sur *Scoop-it*, nous voilà à l'affût de la brève, un instantané en temps réel des événements qui nous entourent.

Le travail du journaliste s'en trouve profondément bouleversé. Comme le pointe justement Philippe Laloux, responsable du numérique au journal *Le Soir*, « avec l'arrivée du numérique, nous sommes passés d'un rythme séquentiel de l'information, avec la fabrication quotidienne d'un produit fini, à un processus de fabrication en continu de l'information ». Le défi ne consiste pas à remplacer l'un par l'autre, mais à trouver « une nouvelle méthode de

travail qui maintienne les deux rythmes d'activité » : celui de la « news » périssable et celui du travail d'analyse, de reportage et d'investigation, qui nécessite du temps, mais dure aussi plus longtemps.

Le principal enjeu pour les médias d'information, c'est d'apporter une plus-value face à l'*info Google*. La migration des annonceurs vers les moteurs de recherche et réseaux sociaux a bouleversé le modèle économique des médias traditionnels, qui étaient fortement dépendants de la publicité (60 % de leurs revenus). Les titres de presse les plus modestes ont mis la clé sous la porte. D'autres ont été rachetés, entraînant de nouvelles vagues de concentration. Mais Google ne joue pas seulement sur le pluralisme externe de l'information. Il contribue également à redéfinir l'offre de contenu. Avec le classement des résultats de recherche selon un critère quantitatif d'affluence – plus un média a de lecteurs, mieux il est placé – ou en fonction de recettes publicitaires – plus il génère d'argent, mieux il est placé –, avec la vente des mots-clés de recherche au plus offrant, c'est une véritable entreprise de spéculation qui se met en marche. Le contenu auquel on nous propose d'accéder est celui qui fait masse, la majorité ayant valeur d'autorité, pire, de vérité, et/ou celui que ses producteurs ont directement monnayé.

La question du pluralisme fait écho à celle de la baisse de l'information politique et internationale dans les médias, au profit de l'information de société et du divertissement. Sur cette question, la responsabilité du citoyen comme consommateur est souvent mise en cause : l'offre répondrait à la demande, laquelle est évaluée sur base des taux d'audience et des clics en chaîne. Ainsi la société d'applications Internet *Flurry* a publié les données de son enquête analytique menée auprès de 30 millions de consommateurs. Elle conclut que les consommateurs passent plus de temps à utiliser des tablettes pour les jeux (67 %), les réseaux sociaux (10 %), que pour l'information (seulement 2 %). Peut-on sortir de l'impasse dans laquelle nous place l'argument de l'offre et de la demande ? Oui, à condition de reposer la question autrement, en sortant d'une logique de marché pour replacer au centre du débat le rôle et la responsabilité des médias et du journaliste dans toute démocratie. Quel est-il ? Et surtout, peut-il s'exercer à tout prix ?

Autre problème le lien entre précarité et responsabilité. La crise ne connaît pas d'exception culturelle. Partout on réduit les frais, à commencer par ceux du personnel. Les licenciements se succèdent. Parmi les derniers en date, *El Pais*, en Espagne, avec 129 licenciements récents, l'hebdomadaire italien *L'Espresso*, le quotidien belge *Le Soir* (Groupe Rossel) ou la radio-tv flamande VRT. Les contrats précaires se multiplient. Selon l'Association belge des Journalistes Professionnels, un journaliste professionnel sur quatre est aujourd'hui « freelance ». « Indépendant », une appellation qui fait réfléchir quand on sait que ces journalistes ont des revenus bien inférieurs aux tarifs conventionnels et sont payés à la pige, souvent avec des retards très importants. À la précarité économique de leur statut s'ajoute souvent un déni du droit d'expression dans l'entreprise.

Dans ce contexte, les agences de presse jouent un rôle ambivalent : elles facilitent la pêche aux informations, mais tendent aussi à en devenir la source unique. Avec l'arrivée du marketing éditorial, destiné à limiter l'évasion des annonceurs, comment résister aux pressions qui, si elles sont peu visibles, sont bien réelles ? Demander aux journalistes de le faire au nom de l'éthique et de la déontologie est illusoire si on ne prend pas le mal à la racine, en dépassant les cadres nationaux pour réfléchir ensemble à de nouveaux modèles économiques pour nos médias et à la redéfinition des aides d'état autour de la notion de service d'intérêt général.

Pauline Chevalier (RadioPanik) : Je me permets d'intervenir, car je me sens un peu mal à l'aise. J'ai l'impression que tout le monde part du principe que l'UE est démocratique. Or, moi je pense qu'elle ne l'est pas du tout de base.

Lorenzo Consoli : Il ne faut pas caricaturer, mais c'est vrai que la gestion de la crise s'est faite de manière antidémocratique c'est-à-dire que les décisions ont été prises par l'Eurogroupe (élu par personne) et le Conseil européen qui a démontré ce que les chefs d'État voulaient : garder le consensus autour des vrais pouvoirs gouvernementaux européens (Allemagne principalement). Le Conseil européen est devenu une sorte de transmission à l'Europe de décisions qui ne sont pas prises par l'UE, mais en Allemagne. L'intérêt général européen n'a pas été défendu par le président de la Commission. La Commission s'est juste mise derrière le Conseil européen

et l'Eurogroupe. Il y a un déficit démocratique, mais dire qu'il n'y a pas de démocratie du tout je ne le crois pas, et je ne pense pas que ça fasse avancer le problème.

Griselda Pastor (Cadena SER) : Pour les correspondants à Bruxelles tous les exercices consistent à être en mesure d'expliquer comment fonctionnent les politiques européennes et pour que les gens comprennent exactement comment ça marche et comment y prendre part. Notre première lutte est d'essayer d'avoir accès à l'information suffisante dans les institutions, la deuxième étant d'avoir l'espace dans les rédactions pour pouvoir expliquer d'une façon compréhensible ce qu'il est en train de se faire à ce moment précis dans l'UE.

Actes séminaires

« Quel journalisme pour une autre Europe ? »

Le 7 décembre 2013

9 h à 16 h

IHECS sale Velge

À l'initiative de l'ACJJ, avec le soutien du réseau Transform ! et en collaboration avec le pôle Europe de l'IHECS

Rapport Session II (10 h 15-13 h15) Échange d'expériences pour un autre journalisme européen

Modératrice : Esther Durin, coordinatrice du pôle Europe de l'IHECS

Table ronde : *Quel type de média pour répondre aux enjeux citoyens de l'information européenne ?*

- *Média généraliste, Griselda Pastor, journaliste espagnole, correspondante à Bruxelles pour la radio *Cadena SER*
- *Média coopératif, Andres Perez, agence coopérative *San chopanza*
- *Radio de proximité, Julien Oeuillet, rédacteur en chef, *BXFM*
- *Media alternatif, Gérard de Selys, journaliste, fondateur d'*Indymedia*
- *Radio Associative, Pauline Chevallier, *Radio Panik*
- *Media internet, Ben Borges, du site *indignez-vous !*
- *Journal en ligne, Jean-Sébastien Lefebvre, journaliste européen pour *contexte.com*

Modération : Esther Durin, coordinatrice du pôle Europe IHECS

Esther Durin : ce deuxième panel va traiter de choses un peu plus positives, d'expériences innovantes dans le traitement de l'info européenne. Je vous propose de faire cela en trois parties : dans un premier temps, les innovations dans le traitement de l'information européenne ; ensuite, les innovations en termes de processus participatifs (comment aujourd'hui peut-on, au-delà de tous ces outils interactifs, faire un vrai journalisme participatif avec les citoyens) ; et dans une troisième partie, envisager les nouveaux modèles économiques des médias, ou réfléchir en tout cas à la façon de survivre pour un média. Les expériences qu'il y a autour de la table et qui ont pris différentes formes peuvent constituer des exemples.

Par rapport au traitement de l'information, on en parlait ce matin, dans les médias *mainstream*, c'est le primat du sensationnalisme, de la personnification des conflits et du *story telling*. Dans ce cadre-là, l'Europe fait un peu fuir les rédactions, elle est difficile à conter, elle est ennuyeuse. Je me tourne vers **Griselda Pastor**, qui travaille au sein d'un média *mainstream*. Elle est journaliste espagnole, correspondante européenne depuis 1998 et membre de l'API. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus, Griselda ? Comment convaincre sa rédaction dans un média *mainstream* d'investir l'Europe de manière critique ?

Griselda Pastor (Cadena SER) : Le problème, c'est que l'on n'a pas à convaincre nos rédactions, mais que la rédaction essaye de nous convaincre sur ce qu'il y a d'important dans l'agenda de Bruxelles, sur ce que nous devons expliquer, comment nous devons le dire, quel est le titre que nous devons faire, etc. et ça, ce sont des choses qui ont changé depuis que je suis arrivée ici, en fin d'année 1998.

Autre chose qui m'a beaucoup frappée, c'est la difficulté des questions techniques, et, par contrecoup, la disponibilité des gens (fonctionnaires, services de presse) pour nous aider à avoir accès à cette information, pour expliquer avec un respect très profond pour la diversité européenne ce qui était en train de se passer. On avait un accès très facile à l'époque pour bien comprendre ce qui se passait dans les réunions officielles, quels étaient leurs objectifs et les répercussions des décisions.

La troisième chose qui m'a frappée, parce que je viens de l'information locale d'une petite ville de 50 000 habitants, c'était la légèreté avec laquelle les correspondants faisaient les titres à Bruxelles. C'était une époque grave, juste avant la démission de la Commission de Monsieur Santer, mais comme je venais d'arriver, j'écoutais beaucoup les collègues, j'ai entendu des gros mots (voleurs, mafieux), de la colère, des choses incroyables étant donné que le niveau d'information qu'on avait était minuscule. Il y avait un grand journaliste qui avait un dossier et savait vraiment ce qu'il s'était passé à l'époque, et donc quelles étaient les magouilles qui avaient été faites... Seul un journaliste avait accès au dossier, les autres ont parlé selon ouï-dire et donc faisaient des gros titres sur des choses que l'on ne pouvait pas prouver. Maintenant cela ne se produit plus, car l'information officielle des institutions est plus « directe ».

Concernant la difficulté des mots techniques, je peux vous raconter le cas de la couverture de la crise à Chypre. Il fallait voir voir le scénario ! Une réunion des chefs de gouvernement avait suivi une réunion des ministres de l'Économie. En ce qui me concerne, je n'avais pas dormi la nuit de mercredi à jeudi, car la réunion des ministres de l'Économie s'était finie à six heures du matin. Et comme pour moi, les infos commencent à nouveau à deux heures du matin, j'ai fait les infos de six à sept heures du matin, je suis rentrée chez moi après huit heures, j'ai dormi deux ou trois heures, puis je suis revenue, car le Conseil des chefs d'État commençait jeudi. La réunion des ministres de l'Économie allait ensuite finir à quatre heures du matin, pour conclure que les comptes de tous les Chypriotes allaient être bloqués. Ils parlaient de dépôt. Alors vous allez me dire que dépôt n'est pas un mot technique, mais moi ma langue maternelle n'est pas le français. Quand ils disent qu'ils vont bloquer les dépôts des Chypriotes, le dépôt c'est le compte-épargne aussi ? Est-ce que c'est là où ils reçoivent leur salaire chaque mois, c'est ça qu'ils sont en train de bloquer ? Qui peut m'expliquer ce que c'est un dépôt ? À quatre heures trente, tu essayes de parler à beaucoup de gens, les prochaines infos sont à cinq heures, donc vous voyez de quoi ils parlent.

Et donc, oui, ce sont les comptes... Tous les comptes ? Oui, oui, vous êtes sûr ? Là où les gens se font verser leur salaire aussi, c'est bloqué ? Oui, oui. Mais comment est-ce possible ? C'est la décision qu'ils ont prise. Il y a eu une conférence de presse, on a eu le droit de poser des questions de suivi. La mienne portait sur le fait qu'il y avait une loi européenne qui protège chaque compte allant jusqu'à 5 000 €. « *Comment est-il possible de prendre de telles mesures s'il existe une loi européenne et pourquoi avez-vous pris cette décision ?* » Et j'ai entendu le président de l'Eurogroupe répondre à cette question : « *Oui, précisément, cette question est très importante, nous avons pris cette décision, car nous décidons comme ça, nous pensons que c'est le mieux* ». Moi je suis sortie et j'ai fait mes papiers, très étonné par tout ce qui se passait. Puis, ils ont décidé de clôturer le centre de presse. Donc le jour où ils prennent la décision la plus importante de la crise, c'est-à-dire de bloquer les comptes des Européens, ils décident de fermer le centre de presse.

Ce qui veut dire pour mes infos de six heures que, lorsque j'ai dû enregistrer, j'avais à côté de moi les gardes de sécurité du Conseil qui décidaient que c'était fini. « *C'est fini, vous sortez de là, vous sortez d'ici !* » Alors moi, j'ai commencé mon papier et les gardes de la sécurité ont commencé à donner des coups sur la table, quand j'arrêtais l'enregistrement, ils arrêtaient de donner des coups sur la table. Dès que je recommençais à enregistrer mon papier, ils recommençaient. Enfin le type s'arrête, j'enregistre mon papier, quand je suis sortie j'étais entourée de 12 gardes de sécurité et un type qui m'a demandé ma carte de presse en me disant que je n'avais pas suivi les instructions je leur dis : « *mais c'est surréaliste !* » Il me répond : « *madame il y a des horaires et c'est comme ça, donnez-moi votre carte, vous êtes expulsée du centre de presse* ».

C'est une anecdote, mais je l'explique, car cela pose le problème professionnel de l'accès à l'info. Il y a aussi le combat avec les rédactions, car au sein des rédactions ils pensent savoir mieux que nous ce qui se passe... Nous sommes de vrais journalistes, nous ne sommes pas ici dans un jeu personnalisé, nous sommes de vrais journalistes, nous avons le même rôle que celui que jouais dans ma petite ville. Et je savais que lorsque je devais faire un titre sur quelqu'un que j'allais rencontrer qui pouvait être le maire, l'adjoint au maire, ou le frère du chef de l'industrie de la pétrochimie, je devais être sûr que ce que je disais était vrai.

Esther Durin : Merci Griselda. Effectivement, on voit la hauteur du défi pour les journalistes face à une communication européenne de plus en plus importante, mais qui n'a jamais été aussi verrouillée, formatée. Donc, le défi est très grand pour les journalistes. Ils doivent pouvoir trouver une autre info, décrypter les rouages et le fonctionnement des institutions européennes, relier concrètement cela à la vie des Européens, leur expliquer quel est l'impact de ces politiques sur leur vie de tous les jours, en vue de les y intéresser. Comment trouver d'autres sources pour pouvoir confronter les points de vue, les grilles d'analyses sur les politiques européennes ? Ce sont les trois défis que l'on va aborder maintenant.

Tout d'abord la pédagogie : comment comprendre, derrière le jargon, les communiqués de presse, derrière ce qui est visible, ce qui se passe réellement ? Comment arrive-t-on à relier les enjeux européens, les politiques européennes aux politiques nationales ? Je vais m'adresser à **Jean-Sébastien Lefebvre** qui est journaliste européen depuis 2007. Tu as travaillé pour différents médias : *Slate*, *Rue 89*, tu as fait partie de la rédaction d'*Euractiv* et là tu viens de lancer un nouveau projet avec d'autres qui s'appelle *contexte.com*, dont tu pourras parler. Alors comment derrière la CE qui arrive de manière tardive, top down, comment on arrive à décrypter les enjeux derrière et comment le relier aux politiques nationales et aux enjeux nationaux ?

Jean-Sébastien Lefebvre (contexte.com) : Bonjour à tous. Comme l'a dit Esther, je travaille pour la revue *contexte.com*, qui est un tout nouveau média lancé depuis septembre par l'ancienne équipe d'*Euractiv France*, dont l'idée est de décrypter (d'où le nom « contexte ») ce qui se passe dans les arcanes du pouvoir, ce qui veut dire que l'on travaille aussi bien à Paris (quatre journalistes pour l'instant) qu'à Bruxelles (je suis le seul à couvrir l'actualité de la CE, du PE et du Conseil). De temps en temps on m'envoie du renfort de Paris quand il y a de grosses actualités.

Comment raconter ce qui se passe derrière les portes du Conseil et du Parlement ? Premièrement, comme disait ma consœur, on ne peut pas seulement regarder la retransmission en direct dans toute l'Europe des conférences de presse de la Commission et du Conseil. Il faut être sur place. Il y a le risque, diront certains rédacteurs en chef, que si le journaliste reste trop longtemps à Bruxelles, il devienne lui-même un eurocrate ! C'est un risque, mais c'est au journaliste de faire l'effort de sortir régulièrement, aller à la campagne... plus loin de Bruxelles. Je rentre en France par exemple, dans une petite ville Saumur, où la CE paraît très lointaine (alors que géographiquement, ça va...). Il y a donc ce besoin d'être sur place et de connaître la machine. L'UE est comme n'importe quel lieu de pouvoir : c'est une machine institutionnelle qui a ses règles qui sont différentes de celles du Parlement français ou belge. Il faut donc des gens qui les connaissent réellement, ne pas les couvrir depuis Paris et Berlin et vivre avec ses préjugés sur l'UE.

L'Union a énormément de défauts, mais faire des papiers caricaturaux sur ce qui se passe à Bruxelles n'a aucun intérêt journalistique. Ce sont les États qui sont derrière les décisions, et la CE, du fait de son obligation juridique, va simplement émettre l'acte final. Au bout d'un moment il faut être honnête. Si un journaliste veut bien faire son travail, il faut qu'il soit un spécialiste de la chose européenne. Mais finalement on devrait tous l'être. Si on réfléchit, un citoyen français ou belge ne connaît pas en détail la façon dont est organisé le processus institutionnel de son pays. En France on sait juste qu'il y a l'Assemblée nationale qui fait ça, puis ça part au Sénat puis ça revient, etc. Finalement à Bruxelles c'est plus ou moins la même chose avec l'UE. C'est la Commission qui lance le premier tir, puis le PE et le Conseil font un jeu de ping-pong. Sauf qu'il faut aller un peu plus en profondeur pour bien expliquer les choses. Donc pour faire le lien avec les citoyens, il faut utiliser des simplifications, et du coup on se fait taper dessus par les fonctionnaires de la Commission qui disent : « ah, mais vous avez simplifié dans votre papier... » On répond :

« oui, je ne vais pas mettre en pièce jointe à mon article le traité de Lisbonne ! » Il faut juste aller comprendre assez bien le mécanisme pour savoir finalement qui a pris la décision.

Car finalement, c'est ça la question : pourquoi faut-il parler de l'UE ? Il ne faut pas parler parce qu'on y croit, parce que c'est beau, parce qu'ils s'aiment les 28, etc. Non, ils se détestent ! Quand on voit comment se passe un Conseil européen, ils s'écharpent des nuits entières, le sommet budgétaire de février dernier c'est 26 heures de négociations non-stop. La réponse est qu'il faut savoir ce qui se passe, parce qu'ils ont du pouvoir ces gens-là ! Et le lien que l'on doit faire, c'est de dire ce qui va se passer pour les citoyens du pays en question. Il faut à la fois bien connaître le pays pour lequel on écrit, les ententes, les centres d'intérêts du lecteur et surtout leur faire remonter les informations qui vont les intéresser parce que ça va les impacter directement. Par exemple, en ce qui concerne le budget, ça va être pour la France : « *qu'est-ce qu'il reste de la PAC ?* » Ou des choses comme ça. Donc, le journaliste européen doit être une interface entre un monde (le « ghetto européen ») et son audience nationale. Le journaliste doit faire en sorte que son lecteur s'intéresse à ce qui va l'impacter réellement. Chypre, ce n'était pas finalement juste les Chypriotes qui étaient concernés par la décision. Il faut pouvoir dire aux Français : « *bah, demain si c'est votre tour ce sera pareil, car il y a eu un précédent* ».

Le défi est de vulgariser, simplifier, et la seule façon de vulgariser c'est de bien connaître la machine, il n'y a pas le choix. On ne peut pas juste se contenter de voir de loin, etc. Il faut aller dedans, il faut traîner au PE, aller aux commissions parlementaires, embêter les députés, frapper à leur porte, leur dire « *coucou c'est moi, vous n'avez pas répondu à mes douze mails, je voudrais ma réponse* », c'est aller à la Commission poser des questions au *midday*¹, aller au Conseil parler avec les chefs d'État, les diplomates, les secrétaires d'État, les lobbyistes aussi, il ne faut pas les oublier. Ils ne sont pas tous blancs, certains sont assez virulents. Mais il faut drainer tout ce qui se passe ici. Alors c'est un peu fastidieux, ça prend du temps, les articles ne s'écrivent pas en deux heures comme aujourd'hui on le veut dans beaucoup de rédactions, et à partir de là, une fois qu'on a la substance de tout ce qui se passe, on peut arriver à capter le lecteur.

Dernièrement, ma collègue à Paris a travaillé sur la directive « détachement des travailleurs » qui est en train de monter en France parce que la réforme piétine. Elle a mis deux jours à faire son papier pour expliquer en détail ce qui bloque, ce qui avance, ce qui est vrai, le fonds du problème. Donc voilà pour arriver à bien traiter l'info européenne, il faut être dedans et traîner dans le triangle des institutions, et ça prend du temps, c'est fatigant. Car honnêtement, à Bruxelles, on n'est pas assez de journalistes. Il y a mille journalistes, ça paraît énorme 1000, mais il y a 28 États membres. Quand on divise, il y a une centaine d'Allemands, les Français sont 50 à tout casser. Dans les correspondants nationaux pour des grands médias, il y a une quinzaine, une vingtaine, ce n'est rien comparé à la quantité de travail à fournir, en commission parlementaire ou autre.

Parce que c'est là que ça se décide, ce n'est pas en vote en plénière, là, c'est trop tard. Souvent, quand un vote est soumis au PE, c'est qu'on est quasiment sûr que ça passe. Si on veut aller taper là où il faut, c'est en commission parlementaire qu'il faut aller, regarder, écouter, voir les amendements, ça prend du temps de lire, des fois il y a 3000 amendements, donc, là, il faut aller voir l'assistant et lui demander : « *bon ce sont lesquels qu'il faut regarder parce que je ne vais pas me taper les 3000 quand même !* » Bon, après on cherche par mots-clés et avec les nouvelles technologies, etc. Je vais m'arrêter là, mais en gros il faut mettre les mains dans le cambouis, quoi !

Esther Durin : Merci Jean-Sébastien. Tu soulèves ce besoin de concrétiser les choses pour les citoyens. Très souvent l'Europe est enfermée dans une rubrique, et n'a pas prise avec l'info locale. Or, l'UE influence l'ensemble des domaines de notre vie quotidienne. Alors, comment mieux articuler les deux niveaux ? Je vais me tourner vers deux expériences : *BXFM* et *Radio Panik*. Comment réussir à intégrer à la fois la politique européenne et son impact local ? Je vous propose de présenter en même temps votre média.

¹Tous les midis, la Commission européenne fait un point presse pour annoncer l'avancement de son travail sur les dossiers en cours.

Julien Oeuillet (BXM) : BXM a été créée par un petit groupe de personnes qui sont des vétérans de la radio libre, créée aux alentours de 1981 en Belgique. Ces personnes-là avaient constaté la carence des radios bruxelloises francophones, hormis dans les réseaux universitaires, et l'idée les a intéressé de créer une radio bruxelloise. Ils se sont très rapidement dit qu'une radio bruxelloise devait être européenne puisque l'Europe fait partie de la vie de la ville, en particulier à Bruxelles, et qu'elle se vit au jour le jour. Il fallait donc une radio qui mette l'accent sur Bruxelles et l'Europe à la fois. On m'a dit : « *comment pouvez-vous créer une radio de nos jours, c'est du suicide !* » avec le vieux cliché : « *internet va tous vous bouffer !* » auquel je ne crois pas une seule seconde, et j'ai répondu : « *oui, vous pouvez créer une radio aujourd'hui, mais il faudrait une radio pour Bruxelles 2013, ce n'est pas le Bruxelles de 1958* ».

On est en 2013, et Bruxelles est une ville où l'Europe se vit pour tout le monde. Mais il y a un problème. J'ai beaucoup aimé ce que les deux autres conférenciers précédents ont dit. Madame Pastor a beaucoup évoqué cette lutte constante contre les gens qui dirigent les rédactions et les médias en général. J'ai un point de vue très simple sur la question : les grands médias sont dirigés par des gens qui sont quatre ou six fois trop vieux, qui sont trois siècles trop vieux. Les gens qui dirigent les rédactions sont beaucoup trop vieux pour appréhender l'Europe. Ils sont beaucoup trop vieux pas en âge, mais dans leur tête et dans leur attitude. Tous les gros ventrus bien installés, qui n'ont jamais véritablement expérimenté la vie dans les autres États membres. Des gens pour qui les États baltes, c'était un obscur truc occupé par les Soviétiques, et où aujourd'hui il doit y avoir surtout beaucoup de mafieux et de putes pas chères. Ces gens-là ne devraient pas avoir le droit de diriger une rédaction. De façon générale, les médias en Europe occidentale sont une gérontocratie.

Si vous avez lu le petit dossier qui vous a été remis, vous avez dû voir que j'ai travaillé en tandem avec quelqu'un qui a deux fois mon âge et qui est Philippe du Tilleul qui m'a attiré dans le métier et avec qui j'ai fait de l'investigation pendant 4 ans et demi. Et Philippe est tout l'inverse du gérontocrate, car il s'est battu toute sa carrière contre la hiérarchie de la RTBF. Philippe a voulu travailler avec moi en me disant « *tu es de la génération qu'il faut pour mener les choses que moi je ne vois plus* », et j'ai travaillé avec lui en lui disant « *l'expérience que tu as aujourd'hui est extrêmement difficile à trouver* ». Parce qu'à la fois on ne laisse pas beaucoup de chance aux jeunes journalistes, et à la fois énormément de jeunes journalistes ont un ego qui est 100 fois supérieur à leur véritable compétence, un ego qui n'a généralement comme équivalent que la qualité de leur look. Maintenant, de mon expérience d'avoir travaillé à la RTBF où j'ai pu faire des films documentaires dont je suis globalement satisfait, et avec Philippe avec qui j'ai pu faire des bouquins aussi, j'ai retenu une chose : Le modèle d'organisation tel qu'il est, même dans les grands médias, n'est pas forcément obsolète.

Je définis mon expérience à la RTBF comme ceci : j'ai vu plein d'excellents journalistes, techniciens, caméramans, preneurs de son qui m'ont vraiment impressionné pour leur professionnalisme et leur expérience en ce qui concerne ceux qui ont le plus d'années de route. Toute une couche de gens, de chevilles ouvrières du journalisme, qu'ils soient journalistes ou techniciens sont excellents, mais écrasés par une pyramide de vieux cons à cravate qui captent tout l'argent et qui ne servent à rien. Je l'ai vu ! Pour produire un film documentaire, tout le monde a le droit de dire non à la RTBF, personne n'a le droit de dire oui. La gérontocratie paralyse le journalisme occidental en général. J'ai un point de vue très cosmopolite, très transeuropéen de par mes origines, de par mes langues, de par ma vie privée et professionnelle. Je refuse de catégoriser les choses de manière trop belgo-belge : énormément de problèmes que nous avons sont rencontrés partout ailleurs en Europe, peut-être sous des formes différentes et locales, mais ce sont les mêmes problèmes.

Cette gérontocratie de la profession est extrêmement nuisible à l'information européenne, ce sont des gens qui ne savent pas réinventer leurs méthodes, réapprendre le monde tel qu'il est aujourd'hui et qui en plus de ça quand on le leur fait savoir, ils ne savent pas le mettre en valeur, ne savent pas le reconnaître. Et on aime quand quelqu'un arrive avec de vieux concepts éculés, on aime effectivement quand quelqu'un arrive en parlant d'Europe en apposant les mots clés qu'il faut, à savoir « *commissaire* », « *lobbys* », « *François Hollande* », et de toute manière c'est tout ce qu'on entendra. Ça arrivera au 2/3 – 3/4 du journal parlé. Ce que la plupart des gens entendent quand arrive un sujet sur l'Europe dans un journal parlé, c'est « *l'Union européenne blablabla, Commissaire européen blablabla, lobbyiste*

blablabla, directive blablabla François Hollande blablabla, Angela Merkel blablabla... » C'est tout ce qu'ils ont entendu parce que c'est tout ce qui aura été amené, les mots clés qu'on attend. Il faut dire lobby parce quand on emploie le mot lobby on a immédiatement le décorum : « je suis un rebelle, j'ai mis lobbyiste ». Il faut prendre le temps, c'est ce que disait le deuxième intervenant qui m'a aussi beaucoup plu. Comme je viens aussi de cela, pour faire un film documentaire il faut des années. Le travail en amont prend du temps.

Pour revenir à *BXFM*, c'est à la fois une radio d'information, mais aussi de divertissement qui traite aussi de la vie bruxelloise sur les aspects culturels, sociétaux et de loisirs. Il passe beaucoup de musique à *BXFM*, d'artiste bruxellois, d'artistes européens aussi (pop hongroise par exemple), ça participe aussi à créer une dynamique européenne. Donc je côtoie à *BXFM* des gens qui sont là pour bien faire le métier, pour diffuser la bonne musique ou pour faire de bonnes émissions de divertissement, mais qui n'ont pas l'habitude, les réflexes du métier. Ils me disent : « tu devrais recruter des gens qui connaissent tout le monde, qui ont un carnet d'adresses, des journalistes qui ont un carnet d'adresse de tous les attachés de presse de l'UE » je leur dis « mais attends, si tu les veux les numéros, tu tapes sur europa.eu et regarde, ils sont en ligne ! Tous les numéros des attachés de presse, ce n'est rien, si veux les joindre ce n'est pas un problème. D'une certaine manière si tu veux joindre des députés européens, tu y arrives aussi. C'est qu'un politique tuerait père et mère pour avoir un temps d'antenne, mais une fois que tu l'as devant toi qu'est-ce que tu lui poses comme questions ? Si c'est pour leur poser une question qui se finit par oui ou non et servir de porte-micro ça ne sert à rien ». Donc il faut avoir fait un travail en amont considérable, c'est ce que disait notre collègue.

Je pars du principe que c'est un métier où il faut savoir se réinventer et c'est un métier axé sur la technique, la méthode que l'on emploie. Quand on a la bonne technique pour trouver l'information pour se documenter, on doit pouvoir être capable de traiter tous les sujets. Par exemple, quand on parle de lobbys, des lobbys il y en a partout. À Eupen, où se situent le parlement et gouvernement de la communauté germanophone, il y a le lobby des cafetiers... C'est un lobby, à très petite échelle, mais c'est un lobby !

Pour revenir au traitement de l'actu, ça prend énormément de temps effectivement de trouver la bonne personne. En plus dans mon cas où je fais de la radio, j'apprécie de faire plus que simplement prendre le micro et de dire ce que moi j'ai vu ou ce que je pense. J'ai besoin de donner la parole à des gens. Je refuse de faire ce métier en prenant les gens pour des cons ! Je pars du principe que les gens sont intelligents et ne demandent qu'à être élevé intellectuellement. Par contre les gens sont réticents à être informés, ils veulent qu'on les conforte dans leurs certitudes.

Esther Durin : On va passer le micro à Pauline Chevallier.

Pauline Chevallier (Radio Panik) : je ne vais pas parler longtemps, et je ne vais pas parler de l'Europe, car on est là pour chercher des solutions concrètes à comment traiter l'info d'une autre manière. Donc on est une radio militante, on ne s'en cache pas. On est positionné aussi, on ne s'en cache pas, on n'a pas la prétention d'être objectif. On travaille sur la subjectivité des personnes, car ce ne sont pas des journalistes qui font cette radio, mais des citoyens. Donc la radio existe depuis 30 ans, il y a une centaine de bénévoles, de gens qui font des émissions. Il y a des émissions communautaires, donc n'importe qui peut proposer de faire une émission sur quelque chose qui lui tient à cœur. Je vais parler en mon nom, sachant qu'à la rédaction c'est un fonctionnement horizontal, où il n'y a pas de hiérarchie, c'est très mouvant. C'est-à-dire que n'importe qui peut entrer dans cette rédaction et personne ne décide comment est-ce qu'on fait une émission de radio ou comment on traite l'information. C'est un fonctionnement en autogestion qui fonctionne assez bien, car ça fait des années que ça fonctionne comme ça, qu'il y a de nouvelles personnes, ça ne peut donc pas se figer, il ne peut pas y avoir quelqu'un qui prenne le pouvoir au milieu de tout cela.

Ce que l'on croit c'est que sensibiliser les gens à l'information, c'est peut-être leur proposer de la faire eux-mêmes. D'offrir des outils aux personnes qui ont besoin de prendre la parole, ceux qui ne l'ont pas en général. C'est de défendre que ce n'est pas forcément les experts et les spécialistes, les journalistes qui font partie aussi des experts, les économistes, les sociologues, les scientifiques, etc., mais les gens directement aux prises d'une certaine réalité. Du coup par rapport à l'Europe, on part toujours du local. On va réagir par rapport à des choses qui vont se passer

dans notre quartier, dans notre ville. Par exemple on est à Saint Josse, collé à l'UE, on est donc forcément très sensible à la question de l'immobilier, de la *gentrification* à cause de l'Europe et de tout ce qu'est en train de vivre le quartier. L'expulsion de l'église du Gesu, par exemple, on peut très vite la relier à une volonté du bourgmestre de Saint Josse d'accueillir la CE, de faire monter les prix de l'immobilier et de transformer la ville. Donc, pour nous, c'est tout ce qui va avoir un ancrage très fortement local qui va faire qu'on va se mettre à parler de l'Europe.

Autre chose aussi, on travaille beaucoup sur les politiques migratoires, il y a beaucoup de sans-papiers qui font eux-mêmes des émissions dans notre radio. Ce ne sont pas des journalistes qui vont inviter des sans-papiers à parler un peu. Ce sont des sans-papiers qui font leurs émissions, des sans-abris qui font leurs émissions. Par exemple l'année dernière on a travaillé avec quelques personnes de la rédaction un an à Calais. On allait une fois par mois à Calais, on a donc fait plusieurs émissions là-dessus, ça veut dire qu'on passe un an de terrain et c'est presque dans une démarche documentaire, où on a essayé de décortiquer toute la politique frontière, de l'Europe, comment l'Europe a mis en place son grand cimetière-frontière, car il y a beaucoup de morts à cet endroit-là. Toujours on part de la réalité vécue des personnes elles-mêmes et après on va s'intéresser et décortiquer.

Esther Durin : merci beaucoup, alors effectivement le défi, aussi, c'est de chercher d'autres sources que les sources officielles pour pouvoir mettre en débat l'Europe, car si on veut intéresser le citoyen, ou que le citoyen s'intéresse de nouveau à l'Europe, il faut accepter de la mettre en débat, de la critiquer. La critiquer ce n'est pas être eurosceptique ou europhobe. Aujourd'hui il y a une tendance à placer les gens d'un côté ou de l'autre. On est soit pro-européen, soit eurosceptique. Je crois qu'entre les deux il y a la possibilité de ne pas être contre l'idée de l'UE, mais de réfléchir à quelle UE on veut et de la critiquer sainement sans pour autant être contre l'Europe. Mais comment aller chercher ces diverses sources ? Comment, derrière la communication officielle aller trouver un pluralisme d'idées, de points de vue, d'analyses ? Je vais me tourner premièrement vers Andres Perez, puis je demanderai l'avis de Gérard de Selys.

Andres Peres (coopérative SanchoPanza) : je suis reporter et correspondant diplomatique depuis à peu près 1988. Et la coopérative de presse SanchoPanza, c'est une toute petite goutte d'eau, je suis le seul salarié avec mon excellent manager Jacques Envers. La coopérative est protégée par la loi 1901. Ce que l'on va faire, c'est essayer de faire une agence de presse à l'ancienne, comme dans cette époque dorée du journalisme, les années 20-30 quelque chose où le journaliste peut se barrer dans la nature sociale, disparaître dans la nature sociale pendant deux ou trois semaines écouter, parler, voir... Dans les files d'attente de tel subside social, dans les villes où tu te rends compte qu'il y a des gens qui n'ont plus de semelle dans la chaussure. Parler avec les gens et à partir de la piste qu'ils te donnent, lancer une enquête, je vais utiliser un terme anglais « *community based investigative journalism* », c'est-à-dire un journalisme d'investigation basé communautairement c'est-à-dire, la source appartient à une communauté et elle a besoin d'aide, elle a besoin de notre technicité.

Donc, tu mènes tes enquêtes dans la direction que veut la communauté du bas. Tu n'es pas un extraterrestre qui arrive d'un satellite, le « super envoyé spécial » avec 300 cartes bleues, l'hôtel de luxe qui va piocher dans le réel, en fonction de ce que son rédacteur en chef lui a dit. Il n'y va que 48 heures, le temps de profiter de l'hôtel, ensuite il extrait cette vérité pour la raconter dans un média lui-même extra-atmosphérique, au service des consommateurs confortablement installés dans leur salon d'un pays du nord. Non tu fais de l'enquête au service d'une communauté qui a une revendication à porter (...). Une agence de presse à l'ancienne, le journaliste se barre dans la nature sociale, disparaît, il n'a pas d'obligation à revenir tout de suite avec une histoire à raconter.

J'ai lancé ça après avoir travaillé à l'agence France Presse et m'être fait virer, après avoir travaillé à Euronews où je me suis fait virer encore plus vite parce que j'ai refusé de mentir sur ce qui s'était passé à Gênes et j'y étais. J'ai refusé de mentir sur une chose qui impliquait Berlusconi, et on me vire ! Le journalisme est en train de changer, l'invasion de la communication officielle elle est partout. Le mensonge, si mensonge il y a, plus c'est gros, plus ça passe. Et c'est pour ça que je vais vous montrer très rapidement ce qui est pour nous une expérience pilote.

Alors voici une page de Google que j'ai capturée, je ne sais pas si vous vous souvenez, mais apparemment il y a un grand plan européen d'emploi des jeunes. En mai dernier, les gouvernements français et allemands notamment ont essayé de convaincre l'opinion publique européenne avec le soutien des institutions européennes que ça y est, on avait compris que c'était très, très grave le problème des jeunes et du manque d'emploi en Europe. Et ils ont dit sans vergogne, du « New Deal » pour l'emploi des jeunes. Une référence au « New Deal », Roosevelt, un effort public impressionnant dans la création d'emploi et dans la création de protection sociale, etc. Et ils lancent le « New Deal » pour l'emploi des jeunes. Cela s'appelle « plan pour l'emploi des jeunes » de l'UE. Bon à part les tristes milliards qui ont été approuvés et qui selon les économistes représentent 0.0005 % du PIB de l'UE, quelques mois auparavant ce « New Deal » avait déjà été annoncé.

Au sein de l'UE, on peut annoncer et annoncer la même chose dix fois, histoire de générer la sensation de l'action. Mais ce qui était très drôle c'est qu'ils l'ont monté avec une grande conférence à Paris. Cette conférence a été organisée par un certain Institut Berggruen de la gouvernance. Berggruen c'est un spéculateur mondial détenant un fonds vautour, il cible une industrie dans un pays et avec ce fonds il pénètre le groupe, le démantèle, se rémunère, licencie et à la fin il revend. Et bien le plan d'emploi pour les jeunes a été parrainé par ce Nicolas Berggruen, qui avait licencié plus de 2000 personnes dans les journaux en Espagne. Dans cette page Google, si vous regardez bien l'information première « *il y a un plan d'emploi pour les jeunes à l'UE* », mais en fait si tu prends les montants ça fait 150 euros par chômeurs. Comment tu mobilises les administrations pour générer de l'emploi si tu as 150 euros par an et par chômeurs ?

Et en troisième place de la recherche il y a *rébellion* qui est un de nos alliés et la *marea* qui est aussi un de nos alliés qui ont diffusé la même info. On a été ensuite relayé par un réseau citoyen qui a fait la diffusion virale dans le forum. Et ça on a réussi à ce que Google nous place les premiers devant *elpais.com*. *Elpais.com* qui avait été utilisé massivement par Nicolas Berggruen qui le possède, qui licencie. *El Pais* avait été utilisé comme outils de propagande du soi-disant plan qui n'existe pas, car dans le corps de l'information on a prouvé que dans le soi-disant plan d'emploi pour les jeunes, il n'y a pas une seule création d'emploi prévue. Et ce qui est prévu c'est d'encourager les jeunes Espagnols à émigrer, à se flexibiliser, et créer un droit exceptionnel par lequel les jeunes devraient s'installer en autoentrepreneur, mais il n'a pas une seule création d'emploi public. Et à l'intérieur de l'information, on a prouvé aussi beaucoup de choses concernant ce plan d'emploi pour les jeunes. Voilà le style de travail que nous faisons. Il y a une frontière à Schengen où des milliards ont été dépensés pour soi-disant les transports transfrontaliers, eh bien nous, dans une de nos séries d'enquêtes, on est en train de prouver que les transports transfrontaliers pour les gens pauvres sont moins bons qu'avant la dépense qui a été engagée. On procède à des vérifications de ce type.

Je suis un vrai patriote européen, on m'a accusé d'eurosepticisme notamment lorsque j'avais fait la révélation de documents qui prouvent que Barroso a bel et bien trafiqué les influences pour son ami Spiro Latsis. Des documents qui sont tout à fait le contraire des documents de Nigel Farage l'euroseptique. Mais SanchoPanza a trouvé les documents qui prouvent qu'il y avait trafic d'influence.

Esther Durin : Gérard de Selys vous pouvez nous expliquer en quelques mots votre parcours.

Gérard de Selys : Mon nom est Gérard de Selys, j'ai été journaliste pendant 32 ans à la RTBF. J'ai été accrédité à la CE pendant 35 ans. J'ai été journaliste spécialisé en affaires européennes pendant 25 ans pour la RTBF et voilà. En 1984 j'ai créé une agence de presse télématique, c'est-à-dire internet avant internet. En fait c'était la première au monde. Plutôt que de diffuser des dépêches sur papier, nous diffusions sur écran, nous avions un des plus grands serveurs mondiaux de l'époque basé à Toronto, au Canada. Et mon intention était d'abord de faire une agence tiers-mondiste, c'est-à-dire d'informer les pays du tiers-monde de ce qui pouvait leur être utile comme connaissance venant du nord vu que la tête de l'hydre qui les dépeçait depuis si longtemps se trouvait au nord. Mais voilà, à l'époque, je n'avais pas fait d'étude de marché très accomplie, je ne m'étais pas rendu compte que les pauvres pays du tiers monde n'avaient pas d'informatique. Donc j'ai tourné mon objectif vers l'Europe. Ça s'appelait *Pressproduction* et c'est devenu une agence télématique sur l'Europe.

Alors, bien sûr, tous les secteurs étaient couverts, il y vint une dizaine de journalistes et on a mis fort l'accent sur les décisions de la Cour européenne de justice (CEJ) du Luxembourg, parce qu'on s'est très vite rendu compte que la jurisprudence établie par la CEJ devenait la loi européenne. Donc si une directive était prise, votée à Bruxelles par les ministres et contestée par la CEJ, eh bien cette directive ne valait plus rien. Et c'était généralement le cas de directives qui avaient de petites connotations sociales. Autre chose aussi, cette agence de presse télématique avertissait les pays du tiers-monde des mesures prises dans le cadre de l'article 115 de la Commission du traité de Rome. Article qui autorisait la Commission d'interdire l'importation d'un produit en Europe sur simple demande d'industriels européens (...). C'était donc une expérience télématique.

Et puis, je me suis fort intéressé aux négociations de l'Uruguay Rounds et fait partie d'un groupe d'activistes et d'experts du monde entier, il y avait une quarantaine de personnes qui analysaient tout ce dont il était question dans le cadre de la négociation du GATT, l'Uruguay round, qui a abouti à la création de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) qui comme chacun sait est une organisation parfaitement démocratique. Et donc, cette quarantaine d'activistes et d'experts s'est réunie en 1990 à Bruxelles pour une opération que l'on avait baptisée le *Gattastrophe* parce que pour nous, ce qui était en négociation aboutirait à une catastrophe. Donc, on a loué une partie d'Hôtel à côté du palais du Heyzel où se tenaient les négociations, où il avait environ 10 000 négociateurs, 3000 journalistes. Heureusement les négociations ont capoté. Et pendant une semaine on a nourri ces négociations, surtout les pays du tiers-monde et les journalistes, de nos analyses, de nos synthèses, des questions qui étaient en balance dans les négociations. Et à notre grand désespoir il n'y a pas eu une seule manifestation à Bruxelles contre les négociations de l'Uruguay Round, et puis les journalistes du nord, n'ont absolument pas repris, ne s'en sont absolument pas inspirés ou n'ont tout simplement pas été curieux de nos analyses qui n'étaient pas en faveur de l'OMC. Les négociations suivantes de l'Uruguay round ont eu lieu à Seattle aux États-Unis neuf ans plus tard.

Entre temps il y avait eu les négociations sur l'Accord multilatéral sur l'Investissement (AMI) qui obligeait les États à rembourser les industriels qui avaient investi dans un pays si leur investissement était bloqué par exemple par une grève. Exemple : Caterpillar à Gosselies en Belgique. Si l'AMI avait été appliqué et si ces travailleurs s'étaient mis en grève pendant deux mois par exemple, Caterpillar pouvait demander à l'État belge deux mois de chiffre d'affaires. Bien sûr le gouvernement belge et les autres auraient aussitôt pris des mesures antisyndicales et antigèves. Donc, nous avons averti le monde entier du contenu de ce qu'était l'AMI et nous sommes parvenus, en agitant le monde par internet, à ce que le gouvernement français se retire des négociations et donc les bloque entièrement.

Puis, 1999, Seattle, la quarantaine d'activistes s'est demandé quoi faire avec toutes les études faites pour *Gattastrophe*. Entre-temps, internet était créé. Alors on a fait ce que j'avais déjà fait avant internet, c'est-à-dire saturer tous les sites progressistes du monde de nos analyses. Donc il y avait des milliers de pages d'analyses que l'on a envoyées à tous les sites progressistes du monde. Je ne suis pas du tout fondateur d'Indymédia, mais initiateur, dans la mesure où des Américains se sont dits on va faire un site qui reprend toutes les analyses et documents, ils ont créé Indymédia. Le résultat des courses, en 1999 à Seattle grâce à l'inondation des sites progressistes que nous avions opérés, il y avait 70 000 manifestants dans les rues pendant une semaine, pendant toute la tenue de l'Uruguay round de Seattle, qui a capoté. Mais ce qui n'a pas capoté c'est que les 70 000 manifestants ont montré et ont pu expliquer leur opposition à ces négociations et à la création de l'OMC. Je vous raconte cette histoire pour expliquer l'importance de l'information alternative.

Troisième chose que j'ai vécue c'est à la RTBF, on m'a demandé de co-crée le site internet de la RTBF. Non seulement avec les informaticiens de la RTBF, mais on a créé une rédaction distincte des autres parce que pour la première fois de ma vie grâce à internet et aux hyperliens, je pouvais donner toutes les sources disponibles aux internautes qui venaient consulter notre site RTBF. C'était un rêve de journaliste, pouvoir donner accès à toutes les sources possibles aux usagers. Et donc c'est pour ça que j'ai créé cette rédaction d'une douzaine de journalistes. Très vite, les internautes belges allaient regarder, lire, nos informations sur le site de la RTBF. Puis téléphonaient au journal parlé, ou journal télévisé en disant, mais « *vous mentez, parce que sur votre propre site quand on analyse les sources, on*

voit que ce n'est pas du tout ce que vous dites ! » Donc on a supprimé la rédaction internet au bout de deux ans. Ils ont profité d'une absence pour maladie de ma personne pour liquider les douze journalistes.

Je vais raconter un exemple précis. Après les attentats de 2001 à New York, la CE propose (elle est la seule qui peut proposer les directives), moins de 15 jours après le 11 septembre 2001, une directive-cadre de lutte contre le terrorisme. Donc avant même le *Patriot act* américain, la CE disposait déjà du texte complet d'une directive complètement liberticide. Car cette directive qui a été coulée en droit belge en 2003 et dans toutes les lois européennes nationales (à peu près à la même période) prévoit que sont dans certain cas « terroristes » les syndicats ou les gens comme moi qui parlent à plusieurs personnes réunies et tiennent des propos subversifs. Si l'un de vous ou l'une de vous quitte cette salle tout à l'heure et ramasse un pavé, le jette dans la vitrine d'une banque et dit c'est de Selys qui m'a excité et révolté, je suis passible selon cette directive de 5 ans et prison et l'équivalent de 6 millions de francs belges d'amende. Donc cette directive existe et elle existe en droit belge (...).

Donc trois expériences : Pressproduction 1984 où je commence à intégrer la « globosphère », « gattastrophe » en 90, entre les deux inondations de sites internet mondiaux de nos synthèses d'activistes sur l'OMC. Destruction des négociations sur l'AMI, puis la RTBF, et là je dois dire que non seulement il y a eu de la censure, car on a supprimé la rédaction, mais tous les textes et toutes les analyses qui j'avais produites sur les directives européennes en renvoyant en hyperliens aux sources européennes ont été détruites, donc sont introuvables. J'avais fait une analyse sur les agences européennes, agence Frontex par exemple (il y a plus de 20 agences européennes). L'idée de ces agences vient de la CE et d'autres lobbies qui ont estimé que le cheminement de la loi européenne était trop lent. Donc ils, à l'exemple américain, passent au-dessus ou en dessous des Parlements. La Food and Drug administration aux USA qui régit tout ce qui est pharmacie et bouffe ne réglemente jamais par loi, elle réglemente par règlements, qui échappent totalement au contrôle du Congrès américain ! Le Congrès américain n'a de droit de regard sur la Food and Drug administration que le fait d'adopter ou de rejeter son budget annuel. Et donc si on fait des agences équivalentes en Europe (Frontex, environnement, nourriture, pharmacie, etc.), on passera au-dessus ou en dessous de la tête des parlementaires européens. Et depuis une dizaine d'années, on légifère sous forme de règlements qui ne sont jamais soumis à l'approbation ou au rejet des Parlements nationaux. J'ai fait une série d'articles il y a une dizaine d'années avant de quitter la RTB sur cette stratégie en donnant accès aux documents sur lesquels s'était appuyée la CE, dont un certain document qui avait été écrit par un fasciste qui disait qu'il fallait détruire les Parlements, que les Parlements étaient des empêcheurs de légiférer à droite.

Esther Durin : Merci, on va prendre des questions de la salle maintenant.

Griselda Pastor : j'aimerais réagir sur la question des personnes âgées. Car dans mon expérience, c'est le genre d'argument qu'utilise mon employeur pour renvoyer les journalistes les plus âgés avec le salaire le plus élevé, mais en définitive c'était le journaliste le moins manipulable, effectuant un travail plus sérieux qui n'avait pas peur, ni des extérieurs ni des intérieurs dans un journal. Pour moi cet argument est un argument dangereux. Car tu arrives dans une rédaction, et tu te trouves avec beaucoup de jeunes gens qui veulent vraiment garder leur poste de travail et quand on leur dit ce qu'il faut écrire et ce qu'il faut faire ils le font sans broncher. Et les jeunes journalistes qui arrivent qui passent de la pige ou du stage non payé ou mal payé et qui ont un petit contrat de 6 mois, qui n'ont pas l'expérience de la rue, les doutes que tu te fais sur les sources ou sur les chefs (ils ne comprennent pas que les chefs se trompent très souvent et qu'il faut le leur dire), eux, ne le font pas ! Avec tous les vieux qui partent, on perd la capacité de dire « non » sans peur et sans problème et ça, pour nous, c'est très, très grave. Nous avons fait une grève au sein de notre radio et au sein d'*El País*. Pour les rédactions, les vieux n'ont plus de place et, au fond, ça coïncide avec ce que veulent les banques, qui sont les véritables propriétaires des médias.

Gérard de Selys : À propos de vieux, il y a un système depuis longtemps dans les journalistes accrédités à la CE, c'est qu'il y a très peu de vieux, très peu de journalistes qui ont de l'expérience. Il y a un *turnover* très rapide de journalistes jeunes que les rédactions envoient à Bruxelles, qui restent un an ou deux ans, qui n'ont le temps de rien comprendre, qui informent donc à partir des informations-presse produites par la CE, donc de la propagande ou

bien du silence, car elle ne fait pas de conférences de presse sur ce qu'elle fait et commet comme méfaits. Il y a peu de journalistes vieux, à l'époque où j'ai quitté la CE, nous étions 750 accrédités et je dois dire que même les vieux journalistes, s'ils ne mangeaient pas à la mangeoire de la Commission qui les achetait en leur faisant écrire des textes pour elle (certains doubleraient leur salaire grâce à la Commission, donc ils n'allaient pas attaquer la Commission et c'était des vieux journalistes). J'ai un jour révélé un scandale, un accord secret entre la CE et les États-Unis qui avait été caché aux gouvernements des États membres, et j'ai diffusé une émission sur cet accord secret. J'ai prévenu mes 750 collègues que cette émission passerait tel jour, tel heure, et que le dossier était à leur disposition. Combien sont venus sur 750 ? Ce que j'ai constaté en 30 ans de carrière, c'est que presque aucun journaliste n'allait lire les documents préparatoires d'une directive, or c'est très important, car grâce à ces documents on sait pourquoi la directive a été élaborée et par qui. Eh bien pratiquement aucun journaliste ne faisait les recherches. Quand j'allais au Conseil lorsqu'il était décisionnel, je prenais le texte de la directive, tous les amendements qui entouraient ce texte, plus tous les documents préparatoires. Et je passais ma nuit à donner une conférence de presse continue pour expliquer aux collègues ce qu'il y avait dans le dossier.

Julien Oeuillet : il y a une différence entre vieux barbus ou vétérans pour qui on a un énorme respect et dont on a grand besoin. La gérontocratie ce n'est pas des journalistes trop vieux, vétérans, la gérontocratie se passe au niveau des décideurs qui utilisent cela comme argument pour maintenir les choses en place et qui sont vieux au sens conservateur, qui sont peut-être plus jeunes que Griselda ou Gérard ou plus proches de mon âge que du vôtre, mais qui ont déjà la mentalité de vieux conservateurs installés et inamovibles. J'ai moi-même travaillé avec un vétéran.

Lorenzo Consoli : j'ai deux questions à Gérard. Quand vous avez parlé d'une décision-cadre proposée par la Commission en 2001, la CE n'était pas à l'origine des décisions-cadre, car la CE n'était pas dans le deuxième pilier, la Commission n'était pas à l'origine, car c'était le troisième pilier et là c'est le Conseil. Sur la question des agences, en Europe on n'a pas adopté ce système-là. À partir des agences jumelles de la FDA, on a décidé que les agences ont le rôle de faire le travail technique, mais finalement c'est la Commission qui décide. L'Agence donne son travail technique à la CE et après la CE décide. Donc qu'il y a quand même une différence assez substantielle. Concernant les règlements par contre que l'UE adopte, beaucoup sont adoptés par le Parlement, donc là il n'y absolument pas d'agences qui décident. Concernant les journalistes, ils ont tellement de choses à faire et tellement de choses demandées par les rédactions qu'ils n'ont pas de temps de tout regarder. Donc c'est très important que les journalistes à Bruxelles communiquent entre eux pour pouvoir entre eux se passer l'information. Donc c'est très positif et c'est vrai qu'il y a des gens paresseux, mais ce sont d'autant plus des gens qui n'ont pas d'expérience, pas de contrat qui permettent de travailler beaucoup sur le fond. Le problème qu'il y a : il faut être expert sinon on n'arrive pas à décoder les choses parce qu'on a des centaines d'e-mails et de *press releases* chaque jour, il faut être expert pour aller chercher les choses. Les journalistes qui se font intimidés, pourquoi ? À cause de la précarité et du manque d'expertise qui font que l'on n'est pas capable de faire l'analyse de ce que l'on a et d'aller chercher. Sauf si on parle aux collègues.

Gérard de Selys : je voudrais dire deux choses avant qu'on ne termine, 40 activistes se sont penchés sur le GATT dans les années 90, aujourd'hui, grâce à internet, ils doivent être 40 000 qui font le même travail de recherche et sensibilisation. Et si vous voulez parler de quel type d'information et comment : c'est le travail qui compte. J'ai publié un livre qui m'a pris deux ans et demi de recherche dans les papiers volés, je travaillais la nuit, le week-end, les jours de congé pendant deux ans et demi. Ça demande énormément de travail, mais encore une fois j'étais tout seul. Si on parvient à agiter des gens qui deviennent des activistes de l'information européenne, mais bien sûr que ça va sortir !

Pauline Chevalier : juste une chose par rapport à la précarité. Je pense que l'information engagée qui va s'impliquer dépasse le cadre de mon petit salaire et de mes heures de travail. Je suis documentaliste, je suis hyper précaire je dois gagner 600 euros/mois à tout cassé, mais après c'est un engagement citoyen et ça ne me pose pas de problème d'être précaire. Et justement parce que je suis précaire je l'aborde aussi d'une autre manière. Parce que les gens qui vont en journalisme, je ne suis pas sûre que ce soit les fils d'ouvrier et fils d'immigrés.

Esther Durin : ce qui est sûr c'est que la précarité des journalistes elle touche tout le monde y compris ceux qui sortent des écoles de journalismes. Aujourd'hui, un journaliste sur quatre est payé à la pige et on connaît les conditions.

Gérard de Selys : en 1990, je disais que les médias dominants avaient pour principal rôle de mentir, aujourd'hui je dis que les mêmes médias ont comme principal rôle de cacher, de taire la vérité, la réalité. Une dernière chose que je voulais dire, pendant des années je tenais des magazines sur l'Europe, sur ce que faisait l'Europe. Exemple : la directive sur le travail des femmes, c'était un magazine d'1/4 d'heure qui faisait plus d'audience que le journal parlé qui le précédait, qui recevait plus de courrier à lui tout seul que tout le journal parlé et tout le journal télévisé pendant toute la semaine. C'est donc pour montrer que même des sujets complexes intéressaient des gens, il ne faut pas les prendre pour des abrutis, cette émission qui abordait des sujets hyper complexes faisait un tabac. Donc, le public n'est pas stupide, on peut aborder tous les sujets. Bien sûr, il y a la technique, avoir un peu de bouteille, il faut savoir comment présenter les choses, il ne faut pas parler de chiffres.

Ben Borges : je voulais un tout petit peu intervenir sur l'engagement et faire le lien avec le fait que les gens ne sont pas des cons. Je pense que les gens en ont marre qu'on leur dise : « *je vais vous expliquer l'Europe* ». Comme s'ils n'avaient pas compris ! Par exemple quelqu'un qui est en Espagne qui lutte depuis 2008 parce que la crise immobilière lui a fait perdre sa maison, il fait partie d'une mobilisation citoyenne gigantesque qui ne peut pas être considérée comme anarchiste ou « extrême gauche ». C'est un mouvement citoyen qui rassemble toute la société avec tous les penchants possibles politiques et c'est trop réducteur que de toujours considérer ces mouvements citoyens comme extrêmes (ce qui est très fort à la mode). Moi, je suis hyper préoccupé par rapport à ce décalage entre la personne qui est élue et l'information qu'elle a sur les réalités de la société. Les gens élus qui ne sont pas au courant des informations réellement importantes à l'échelle d'un pays peuvent être invités dans des pseudos débats contradictoires. Ces gens ne sont pas informés, et je parle d'une position de citoyen qui utilise les technologies, et qui s'informe sur tout un tas de sujets (Europe ; luttes sociales ; ce qui se passe en Belgique pour les sans-papiers, les centres fermés). Ce qui se passe chez nous et qui est largement antidémocratique, ce n'est même pas discutable ou partisan, mais voilà c'est le silence total dans nos médias.

Par exemple, il existe un site, « **getting the voice out** ». Ces gens-là font tous les jours de la traduction bénévole de messages qui émanent des centres fermés qu'ils traduisent en trois langues. C'est de l'information et du travail journalistique, mais ce n'est pas considéré comme crédible. Il faut vraiment passer des heures de sa vie pour oser dire que l'on est informé. Ces informations sont disponibles et partout, mais y a un décalage géant entre le citoyen qui s'y connaît, qui sait utiliser les technologies et qui sait utiliser internet un peu plus loin que la simple lecture des médias généralistes sur internet. Il y a un problème sur ce que les médias fournissent comme produit avec ce que le citoyen a besoin comme information pour ensuite faire des choix raisonnés, savoir pour qui il va pouvoir aller voter, qui va défendre ces intérêts. Ce problème va s'accroître et créer une dichotomie entre ceux qui savent s'informer et qui savent chercher une information et savent se créer une opinion et même devenir créateurs d'opinion et ceux qui vivent dans leur bulle. Exemple : Martin Schulz qui *tweete* : « *le mouvement l'APA en Espagne est une cause noble à défendre* », il y a quelques mois et je lui réponds : « *oui monsieur c'est bien d'en parler, mais ça fait trois ans que ça dure* ». Comment ça se fait que quelqu'un qui est à un poste aussi important va prendre 3 ans pour se rendre compte que les mesures d'austérité imposées depuis 2008 avec les ravages qu'elles font dans toute l'Europe va se permettre en un *twitte* de parler d'une lutte humaine ? Moi ça me cloue le bec.

Fin de la deuxième session

Actes séminaires

« Quel journalisme pour une autre Europe ? »

Le 7 décembre 2013

9 h à 16 h

IHECS sale Velge

Rapport Session III (14 h à 16 h) Élections européennes, comment susciter un vrai débat parmi les citoyens ?

Modérateur : Maxime Paquay, Journaliste RTBF

Maxime Paquay : Suite aux deux panels de ce matin nous allons nous pencher maintenant sur la question suivante : comment susciter, créer un débat au sein des citoyens européens sur les élections européennes ? Avec nous, à ma gauche David Lundy attaché de presse du groupe GUE au PE, Solange Hélin attachée de presse du groupe S & D au PE, Mikael Carpelan, journaliste indépendant originaire de Finlande et Myriam Djegham du mouvement ouvrier chrétien (MOC) et militante au sein des comités action Europe. Je vais commencer par David Lundy : **en Irlande est-ce qu'il y a un débat construit au niveau européen ?**

David Lundy : L'Irlande est un pays à la *prétendue* périphérie de l'Europe, mais on sait tous que l'on est aussi distant même lorsqu'on est à Schaerbeek ou Molenbeeck. Pour les élections européennes en Irlande, comme assez partout en Europe, on a le même problème. J'ai lu une étude sur les élections européennes de 2004, les journaux ont fait une analyse, des reportages, il en ressort que seulement 11 % des reportages sur la campagne concernaient des sujets européens. Les médias se focalisent plutôt sur les personnalités, la course de la campagne, les rivalités entre les partis. C'est difficile de créer un débat. L'année prochaine se dérouleront les premières élections depuis le plan de sauvetage de 2010. Ce que l'on entend beaucoup avant les élections se sont les statistiques et les listes sur combien de rapports font les députés, leur nombre de questions écrites. Les gens s'intéressent beaucoup aux élections depuis 2010, on sent qu'il y aura plus d'intérêt dans ces élections que pour les dernières, mais il reste toujours le problème des médias qui se focalisent sur la bataille, les personnalités et pas trop sur la politique et cela limite la capacité des gens à participer au débat.

Maxime Paquay : Donc si je résume, distance entre citoyen et institution, couverture médiatique insuffisante et une pression sur le politique, « *peoplisation* » personnification de la vie publique, mais pas de focus sur des enjeux européens. Juste pour rappel le taux de participation aux élections européennes ne cesse de diminuer, mais les élections prochaines seront les premières dans lesquelles on peut supposer que le vote aura un impact supérieur, car à priori elle débouchera sur la nomination du président de la CE en fonction directement de la majorité au PE.

Solange Hélin : Bonjour, oui effectivement par rapport à 2009, les élections 2014 sont un peu différentes. Car en 2009, le Traité de Lisbonne n'était pas entré en vigueur et cette fois-ci on va pouvoir utiliser une disposition du Traité qui prévoit que le Conseil européen présente un candidat à la présidence de la CE en tenant compte des résultats des élections européennes. Il existe une déclaration associée à cet article dans laquelle, les partis politiques européens ont la possibilité de présenter un candidat pour ces élections européennes. Les partis européens ont saisi la balle au bond. Le premier d'entre eux, c'est le PSE qui a désigné son candidat qui est le président de l'actuel PE qui est Martin Schultz. Le parti libéral est en train de choisir son candidat : Guy Verhofstadt ou Oli Rein. Les verts ont choisi l'option des élections primaires citoyennes. Les gens votent par internet pour sélectionner deux candidats un homme et une femme. Et la gauche radicale aussi devrait aussi présenter son candidat. C'est une bonne chose ça va personnaliser le débat européen, ça va personnaliser l'enjeu du scrutin et ça va permettre un débat plus politique qu'avant, mettre un visage à cette Europe qui semble si loin du citoyen. Car le principal ennemi de ces élections européennes c'est l'abstention. En 1994 il y avait encore 56.7 % des citoyens qui s'étaient déplacés pour aller voter. En 2009 il n'y a plus que 43 %. Moins d'un Européen sur deux va voter. Le plus inquiétant c'est chez les jeunes, qui s'intéressent très peu à ces élections. Les partis espèrent que le fait qu'il y ait des candidats à la présidence de la Commission va permettre

au moins à l'échelon européen d'avoir une campagne européenne et que les médias vont jouer le jeu et que l'on pourrait imaginer, par exemple, un grand débat à l'américaine entre les différents candidats des partis politiques.

Maxime Paquay : Cette idée de débat télévisé au niveau européen n'est pas encore concrétisée, mais elle est en court, c'est-à-dire négociation entre l'institution et les principaux services publics de médias au niveau européen. Moi la question que j'ai par rapport à ça : la personnalisation a été vivement critiquée ce matin. Il a été prétendu que justement elle ne permettait pas de s'informer sur les enjeux réels et donc ma question c'est : comment est-ce que vous en tant qu'attachée de presse vous comptez faire en sorte que cette personnalisation puisse amener un vrai débat au niveau européen ?

Solange Hélin : Alors d'abord juste pour vous rappeler que je suis attachée de presse d'un groupe politique, donc nous ne sommes pas chargés de la campagne électorale, en fait la campagne elle est faite par les partis politiques, donc à partir du moment où va être lancée la campagne, à peu près fin avril début mai, nous on doit se taire. On ne peut même pas utiliser le mot de campagne et être actif. Ce seront les partis politiques qui le feront. Je rappellerai juste que je suis française et qu'en 2009, le parti socialiste européen avait un programme commun et on nous a reproché de ne pas avoir de candidats à la présidence de la Commission, en tout cas nous n'avions pas de candidat pour l'incarner ou le défendre au niveau européen. Alors que la droite avait José Manuel Barroso comme candidat à la présidence de la Commission avec un programme et incarnait ce programme du PPE (parti populaire européen). Donc je crois que la campagne européenne n'a pas vocation à remplacer les campagnes nationales, il y aura des campagnes nationales dans chacun des pays, et elles seront différentes d'un pays à un autre, mais ce sera une valeur ajoutée pour bien montrer qu'il y a un échelon au-dessus : l'échelon européen, le PE, les institutions européennes, d'expliquer un peu mieux comment ça fonctionne, quels sont les rapports entre la Commission européenne, le PE et le Conseil européen. Ce sera, je pense, un moyen de faire un peu de pédagogie sur l'Europe.

David Lundy : Je crois que l'idée d'avoir des candidats pour la présidence de la Commission venant de chaque parti politique européen c'est intéressant et je crois que pour la gauche radicale ça ne va pas révolutionner le débat, mais c'est intéressant de prendre une plate-forme, pour l'utiliser et pour transmettre un message et s'engager avec les autres partis dans un débat. Comme ça on peut voir les différences. Normalement le candidat sera confirmé la semaine prochaine, mais ce sera Alexis Tsipras de Syriza en Grèce. C'est quelqu'un qui peut provoquer le débat il fait ça très bien en Grèce et c'est intéressant de voir la possibilité qu'il pourra donner au niveau européen. Je sais qu'au sein de la gauche radicale, il y a beaucoup de sceptiques à l'idée de proposer, de s'engager dans le processus, mais je crois que finalement ça va donner une occasion de transmettre les alternatives de gauche radicale et ce candidat Tsipras le fera bien.

Maxime Paquay : un certain scepticisme peut-être, mais l'espérance de voir quelqu'un incarner le programme et stimuler indirectement le débat. Je retiens aussi l'idée de la pédagogie nécessaire pour les citoyens. Et là je me tourne vers Mikael Carpelan vous parlez de cet exemple les *infos points* en Finlande qui sont des points d'information officiels de l'UE et qui apparemment marchent très bien. Première question, est-ce que vous pouvez nous expliquer en quoi ça consiste et pourquoi ça marche bien ? Deuxièmement est-ce que le journaliste n'aurait pas intérêt à s'inspirer de cette pédagogie sur le terrain ?

Mikael Carpelan. Merci, malheureusement je dois corriger un peu, ça marchait très bien. Ces infos points disséminés dans le pays il y en avait une 15ème dans les bibliothèques municipales des plus grandes villes, il y avait des officiers d'informations payés par le ministère des Affaires étrangères, pas par la CE, qui allaient dans les écoles et expliquaient l'UE et les politiques européennes. Maintenant en Finlande aussi il y a une crise, il y a aussi du chômage à 9 % ce n'est évidemment pas la même chose qu'en Grèce ou en Espagne. Mais le fleuron de l'industrie finlandaise a été vendu à Microsoft et les gens se sentent mal. Il y a des restrictions budgétaires et ces points d'information ont été retirés. Il y en a encore quelques un concentrés à Helsinki et les officiers de l'information vont ensuite dans le pays pour expliquer, mais beaucoup moins qu'avant. Mais c'était une chose qui fonctionnait très bien et c'était une bonne chose, ça correspond à une tradition d'éducation que nous avons dans le pays depuis 150 ans qui

malheureusement aujourd'hui ne tient plus. Pour les élections qui se préparent maintenant, les médias finlandais s'y attellent et vont faire une pédagogie de l'Europe. Ils devraient évidemment le faire tout le temps entre les élections. Mais il y a en Finlande malheureusement une *peoplisation* aussi de la politique qui joue. C'est-à-dire qu'on préfère le combat des chefs à la description des différents enjeux. Je crois que les élections seront plutôt une expression de politique domestique.

L'UE n'a plus le même attrait qu'avant. Avant on était plutôt pour, maintenant on a des gouvernements qui sont sinon sceptiques du moins pas très chaud. Ça à avoir avec une certaine mutation de la société qui crée le changement de société. Ce sont les populations qui rentrent dans les grandes villes et qui ne trouvent pas leur place qui sont paumées. Et ce n'est pas nécessairement les femmes, mais plutôt des hommes qui ne trouvent pas leur place qui sortent dans le bistrot. Ceci a créé le phénomène de populisme qui s'appelle « les vrais Finlandais » ou « véritables finlandais » maintenant ils s'appellent les « Finlandais » tout court ils ont obtenu un énorme succès lors des élections parlementaires de 2011. Mais ce n'est pas la première fois ! Au début des années 70' il y avait la même chose avec leur prédécesseur qui était le parti rural. Maintenant puisque ce sont des sceptiques de toute autorité ils sont aussi très sceptiques envers l'UE ou l'euro. Ce n'est pas un parti d'extrême droite, mais il y a une frange raciste, fasciste. Mais ce n'est pas la majorité, ce sont des gens paumés qui ne s'y retrouvent pas et le grave problème avec ce mouvement c'est que les autres mouvements politiques suivent cette politique. Ils y répondent en essayant d'y mettre encore plus. Ce qui est la différence avec la Suède. En Suède il y a un parti d'extrême droite qui s'appelle les démocrates de Suède, qui sont des héritiers de partis nazis. Alors là la société suédoise fait cordon sanitaire. Or en Finlande on suit.

Maxime Paquay : Myriam Djegham comité action Europe. Rassemblement citoyens syndicats militants pour lutter contre les mesures d'austérité. Avez-vous une réponse sur comment créer le débat ?

Myriam Djegham : Je n'ai pas une réponse, mais j'ai noté quelques idées. Je mets la barre très haut, nous on n'est pas dans le journalisme, mais on se permet de rêver, d'un journalisme idéal tout en étant conscients de la précarité des journalistes, car l'austérité touche aussi ce domaine. Quelques recommandations, que l'on essaye de s'appliquer aussi à nous-mêmes. Premièrement, recherche de neutralité. On est un groupe militant nous sommes positionnés et nous défendons les intérêts des travailleurs et travailleuses avec ou sans emploi avec ou sans papier. C'est notre parti pris. Évidemment à part pour la presse militante, l'objectif de la presse est la recherche d'une objectivité. Là on n'est pas dans les mêmes contraintes. Première chose, ne pas se limiter aux élections. Si on veut politiser la population par rapport aux enjeux européens il faut pouvoir le faire de manière continue. Deuxième chose, expliquer les limites démocratiques du PE. Donc nous au niveau des CAE (Comités Action Europe) on encourage les gens à voter sans donner de consigne de vote, mais on les encourage à s'organiser et à résister aux mesures d'austérité parce que le changement de société auquel on aspire on ne l'obtiendra pas avec un scrutin. Vous avez peut-être entendu parler d'un projet auquel on participe avec plusieurs autres associations qui consisterait à bloquer le 19 décembre prochain le quartier européen dans le cadre du démarrage du prochain sommet.

Une de nos revendications c'est la demande aux institutions européennes d'arrêter de négocier le partenariat transatlantique. Je voudrais savoir dans la salle, lever la main ceux qui ont déjà entendu parler du partenariat transatlantique ? Ce n'est pas une question militante, j'ai fait le même exercice hier devant 150 délégués et il y'en a un seul qui a levé la main, je pense que vous êtes plutôt des gens qui s'intéressent aux politiques européennes, mais le grand public (auditoire de délégués syndicaux) n'est pas du tout informé. Il y a des choses qui se discutent au niveau européen qui sont super importantes et dont les médias font trop peu d'écho. Il y a eu un très bon article dans le monde diplomatique au mois de novembre, mais à part ça je n'ai pas vu grand-chose sur les enjeux du partenariat transatlantique parce qu'effectivement il ne s'agit pas de parler de l'une à l'autre personne, mais bien de politiser le débat. D'amener la question sur le terrain des enjeux. Ce que personnellement j'ai lu sur internet, c'est José Bové qui dit qu'il n'a pas le texte. La seule chose à laquelle on a accès pour le moment c'est le mandat de négociation qui a été donné à la Commission européenne. Donc ça, il faut le dire on va voter pour un PE qui n'a pas

un plein pouvoir démocratique comme on pourrait espérer dans un système démocratique idéal. Ça je pense qu'il faut le dire sans pour autant décourager les gens à aller voter parce que ne pas voter c'est se plier à la majorité.

Maxime Paquay. Vous faites parfois des actions-chocs, visibles, le blocage d'un train de parlementaires qui vont à Strasbourg. Vous est-ce que ça vous choque que l'on bloque un train à Strasbourg, est-ce que c'est une méthode qui est pour vous bonne pour créer le débat ?

Solange Hélin : Deux petites remarques d'abord par rapport à ce que j'ai entendu. On n'a pas commencé à parler de l'Europe aux citoyens avec la campagne des élections européennes. Le groupe a lancé une initiative qui s'appelle relancer l'Europe, on s'est déplacé dans les petites villes d'Europe, on a organisé des rencontres, des débats sur des thèmes avec plusieurs députés européens et on va poursuivre ça jusqu'aux élections. La dernière sera au mois de mars. On ne peut pas faire le procès au PE de ce qu'il n'est pas. Comme vous l'avez dit, on est encore dans une structure hybride, on n'est pas dans une organisation fédérale complète avec un gouvernement européen un Parlement, deux chambres. Mais un des moments de la législature qui a été important au PE a été la décision du PE de repousser l'accord ACTA. Car les négociations s'étaient faites sans la consultation de l'assemblée alors que maintenant avec le traité de Lisbonne, la CE qui négocie au nom des États est tenue d'informer régulièrement le PE et parce que justement, on était dans l'impossibilité de savoir ce qui avait dans cet accord, le PE a rejeté l'accord ACTA. Comme quoi l'assemblée européenne est quand même capable, y compris sur des sujets parfois citoyens, de se mobiliser.

David Lundy : Pour répondre à la question, je crois que ce genre de manifestation c'est une très bonne manière de politiser, d'attirer l'attention des citoyens sur les sujets qui les touchent. La manifestation au niveau nationale a toujours été utilisée et eut un rôle important et c'est difficile au niveau européen de faire la même chose, mais cela doit être accéléré et être beaucoup plus utilisé. Je sais que c'est difficile pour les syndicats et ONG, etc. de faire des manifestations à Bruxelles. Mais pour sensibiliser les citoyens, il me semble important qu'il y ait ce genre de manifestation à Bruxelles, car cela va interpeller les citoyens. Pour l'instant très peu de personnes sont au courant. La difficulté est d'attirer l'attention, de créer un conflit. Or c'est intéressant pour les médias de montrer un conflit clair entre deux idées politiques. Les sujets comme ACTA ou TTIP, c'est essentiel d'attirer l'attention.

Maxime Paquet : La couverture du magazine M (le Monde) du mois précédent, deux sosies de F. Hollande et A. Merkel et pour tout commentaire la rédactrice en chef du magazine le Monde : « *pour les lecteurs l'Europe c'est ennuyeux et la France et l'Allemagne aussi, on a donc voulu une couverture frappante, une couverture qui donne envie aux lecteurs d'ouvrir le magazine et suscite la curiosité* » donc en gros le constat est un peu le même, il s'agit de personnaliser pour ne pas créer un débat, mais attiser la curiosité. Je vais prendre quelques remarques de la salle

Participant I : ce qui est important est de trans-nationaliser le scrutin et dépasser les frontières. Car si chaque pays vote pour ses propres élus on a du mal à dépasser les divergences nationales. Il faut un parti européen pour chaque famille.

Participant II : Il y a un truc qui me chagrine, je surveille le thème des élections européennes depuis plus de 6 mois, et je trouve triste que la société européenne soit constamment focalisée sur les populistes et l'extrême droite et d'utiliser tous les canaux d'information possible pour se focaliser sur ces problématiques pires encore que ces réseaux servent de boîte à écho à l'extrême droite. Je ne comprends pas pourquoi on donne autant de voix à ces gens et que l'on n'entend pas les mobilisations citoyennes espagnoles dans les rues par exemple. Ces mobilisations n'ont jamais été « *anti — Europe* », mais ont traversé cette crise. Ce dont j'ai peur, c'est que l'on va avoir les mêmes partis qui ont installé l'austérité qui vont se représenter aux élections et qui vont être élus par peur de l'extrême droite.

Maxime Paquay : doit-on craindre le populisme et comment est-ce qu'on sort du prisme national ?

Mikael Carpelan : la montée des populistes est due dans certains cas à la crise, dans d'autres cas à la peur. On est perdu. La peur du système politique. En Finlande, le système électoral que nous avons est intéressant. Nous n'avons pas de liste nous votons pour des candidats, le candidat qui a le plus de votes dans la liste est élu. Ce n'est pas comme en Belgique, où ce sont les partis politiques qui décident qui sera élu. Ce qui rend le vote de l'électeur beaucoup plus important. Aujourd'hui nous ne savons pas qui sera élu même si nous avons les listes des partis, car on vote sur les candidats. Par exemple le commissaire Oli Rehn dans le parti du centre en Finlande va être candidat, et normalement dans un autre pays il aurait été tête de liste. Chez nous il n'y a pas de tête de liste. On n'est pas sûr qu'il soit élu. Ceci à mon avis est un élément démocratique de notre système politique dont je suis très fier. Comme ça vous pouvez vous débarrasser des personnalités politiques qui ne vous plaisent pas. Ça veut aussi dire parfois qu'il y a des imbéciles qui sont élus.

Participant III : le problème actuel, dans tous les pays européens aujourd'hui c'est comment la veille femme du village perdu va pouvoir parler, discuter des politiques européennes ? Et ça ne passera pas par les sujets institutionnels, mais à travers la politique européenne en parallèle avec la politique des différents gouvernements qui touche le citoyen. Les citoyens ne vont pas voter pour une personnalité européenne, mais ils vont voter sur les sujets qui les concernent directement. À partir de ça il faut reconnaître que dans toute l'Europe on est dans une situation plus grave encore que le déficit démocratique. Au niveau européen et au niveau gouvernemental. Il faut que la perception du citoyen soit visible. Avec ce que l'on voit au niveau européen la politique antidémocratique/d'austérité le consensus au niveau européen entre la droite européenne et les sociaux-démocrates européens que l'on voit aussi au sein de la Commission européenne, moi je n'irai pas plus loin pour décrire le scénario de ce qui peut se passer dans le futur. En Grèce la gauche ce n'est pas la sociale démocratie européenne, mais c'est que vous appelez la gauche radicale. En ce moment après les politiques d'austérité il y a la possibilité que le prochain gouvernement en Grèce soit la gauche radicale. Au niveau européen ce n'est pas une personnification qui est souhaitée, mais c'est d'arriver au niveau où n'importe qui peut discuter de tous les programmes des partis européens en prenant en compte les alliances. Il semble aussi qu'en ce moment la seule alternative contre l'austérité et la direction que l'UE est en train de mener est le programme qui est discuté sur la table en ce moment par les forces des partis de la Gauche européenne. S'il y a la décision pour la candidature d'Alexis Tsipras cela pourrait aussi être une alternative symbolique contre cette Europe de l'austérité et Europe néo-libérale.

Participant IV : Juste une remarque sur la personnalisation. Je pense que ça peut être quelque chose de bien, les gens vont plus voter s'il y a un but à l'élection et voter pour un président de Commission. Les sondages montrent que ça va aider. Ma deuxième remarque était plus sur le rôle des politiques. Dans leur pays, quand on fait campagne pour les élections parlementaires européennes, c'est toujours des questions de politique intérieure qui priment et absolument pas des questions européennes et de grands problèmes européens.

Andres Peres (SanchoPanza) : Tout indique que cette campagne électorale sera marquée avant tout et surtout par un je-m'en-foutisme absolu par les citoyens européens. Inclus les pays euros optimistes (Espagne) ma première question pour les représentant des partis ici c'est, est-ce qu'il y a un début d'autocritique sur votre responsabilité sur la montée de l'euroscepticisme ? Le deuxième point j'observe une certaine joie des médias à parler de la montée du fascisme et du racisme. Alors est-ce qu'on peut imaginer qu'il y ait des forces politiques satisfaites que la campagne européenne soit un flash durant lequel le citoyen a le choix de : soit s'abstenir, soit voter droit dans le schéma de la pensée unique soit vous êtes un dangereux facho dégueulasse vous votez eurosceptique.

Mikael Carpelan : Pardon, mais nous sommes dans une situation très paradoxale, dans laquelle on a peur que le taux d'abstention ne soit pas assez bas. Car on a peur que ceux qui iront voter votent pour les populistes ou pour l'extrême droite.

Maxime Paquay : Sur le je-m'en-foutisme général une réaction ?

Myriam Djegham : Pour le je-m'en-foutisme on parle bien des élections, mais pas sur les politiques mises en place au niveau européen. Il faut regarder ce qu'il y a moyen de faire à la diffusion d'alternatives et à la diffusion d'une

possibilité de s'organiser pour aller vers du progrès social. Donc la plus grande difficulté des populations aujourd'hui c'est de voir, d'oser, d'espérer, de se permettre une vie meilleure. C'est la première génération où les enfants seront dans une situation de vie pire que leurs parents. Donc c'est un je-m'en-foutisme par rapport aux élections qui vient surtout du fait que ça ne changera rien. Car, quel que soit notre vote on va nous dire de faire ceinture. Il y a dans l'imaginaire collectif quelque chose à reconstruire, c'est la confiance dans notre pouvoir à nous d'agir sur notre quotidien et la petite dame du village doit retrouver du pouvoir sur sa vie. Là je pense qu'il y a un rôle des médias. Il n'y a pas que les médias, les partis politiques, les mouvements sociaux. Mais je pense qu'il faut que tous ensemble on se pose cette question-là.

Pauline Chevalier (RadioPanik) : Je suis contente que tu aies pris la parole, car je suis d'accord avec toi. Je pense que plus qu'un je-m'en-foutisme c'est un dégoût du gaspillage financier qui est visible. J'habite à St Josse, je traverse le quartier de la CE régulièrement. C'est honteux, c'est un gaspillage phénoménal. Les gens sont très sensibles à ça surtout à Bruxelles. C'est extrêmement violent, vulgaire. Donc je pense que ce n'est pas un je-m'en-foutisme, mais c'est vraiment un dégoût profond pour tout ça. Déjà si les salaires étaient deux ou trois fois moins élevés les politiques auraient peut-être un peu plus de crédibilités. Deuxième chose, je voudrai parler de l'éducation permanente, on n'a pas eu le temps d'en parler. Les gens ils voteront quand eux-mêmes seront impliqués dans leur vie et s'impliquent pour le collectif, dans le collectif. Et là pour l'instant les gens ne sont ni représentés par les gens qui les gouvernent, ni en Europe ni dans leurs États. L'Europe ne reproduit juste que ce que l'on vit déjà dans nos propres pays (France, Belgique, Espagne) donc forcément les gens vous ne les intéressez pas, vous les dégoûtez. Que j'aille voir des ouvriers, des Rroms, des professeurs...

Solange Hélin : Je tiens à rappeler que nous ne sommes pas des élus ! Évidemment il y a beaucoup de questions, beaucoup de choses à dire. Je vais essayer d'être claire. Je ne dis pas que c'est parce qu'on va pouvoir élire un président de la Commission que tout va très bien, madame la marquise, et qu'on va résoudre tous les problèmes de l'Europe. Ce n'est pas le sujet, c'est un moyen de rendre cette élection un peu plus intéressante pour le citoyen au-delà des débats nationaux. Moi qui suis française on nous reproche sans arrêt que Barroso n'a aucune légitimité, les commissaires européens n'ont aucune légitimité. Là, voilà cette élection-là cette fois-ci c'est un moyen de leur donner une légitimité démocratique donc, je crois plutôt qu'il faut s'en féliciter. Maintenant je voudrai dire autre chose. On sort d'une crise énorme (réaction du public : « on n'en sort pas ! ») bon, OK, on est dedans... La crise financière, on était à deux doigts de l'explosion de la zone euro ce n'était pas rien. C'est facile après de dire... bon évidemment on ne saura jamais ce qu'aurait été l'explosion de la zone euro et de revenir aux monnaies nationales, ce que l'on sait à peu près, les économistes sont à peu près d'accord, que le coût de la crise aurait été dix fois plus fort de ce qu'on a vécu aujourd'hui. Donc je ne dis pas que ça a été génial. Je ne dis pas qu'ils ont pris les mesures comme il fallait, qu'ils ont réagi comme il fallait, je ne dis pas que c'est parfait. Ils ont réagi dans l'urgence, souvent trop tard ils étaient à la merci des marchés financiers qui spéculaient contre l'euro, jusqu'au moment où la BCE a donné le signal y a à peine un an au marché financier « *Je ferai tout ce qu'il faut pour sauver la monnaie unique* ». Donc ça il faut quand même le rappeler et qu'on a eu des propositions à gauche au PE. On a proposé des idées simples : comme des émissions d'obligations en euro, des Eurobonds, un fond de rédemption qui aurait permis de gérer une partie de la dette des États. Il faut aussi rappeler que la crise est venue des USA qu'elle s'est propagée dans toute l'Europe et qu'elle est venue des banques, du système financier, mais après les hommes politiques avaient deux choix : soit on fait tout exploser, on fait sauter les banques, soit on sauve et d'une façon en sauvant les banques, on sauve aussi les comptes courants, on sauve un peu l'épargne des gens.

Pauline Chevalier : Et le résultat ? Vous savez que le chômage grimpe, le nombre de sans-abris à pratiquement doublé cet hiver à Bruxelles.

Solange Hélin : Les États ont réagi en ordre dispersé, les Irlandais ont décidé de nationaliser, ils ont fait exploser leur déficit public. L'Espagne était en excédent budgétaire avant la crise, elle, ce n'est pas tant le problème des banques que de la bulle immobilière. Ça va prendre du temps, on n'a malheureusement pas de réponses qui soient assez européennes, assez solidaires. Je suis tout à fait d'accord et c'est un des points de la campagne. Mais bon on est là

face des États assez frileux, qui sont quand même encore retranchés sur le dernier pouce de souveraineté nationale qui leur reste et qu'ils n'ont pas encore envie de céder.

Ben Borges (Occupy Belgium) : Attendez-vous vous rendez compte de ce que vous êtes en train de dire : les États nations n'ont plus de souveraineté et donc qu'ils ne savent pas corriger les problèmes. Que l'UE ne sait pas faire face aux marchés financiers. Parce que c'est ça, la défaite de la crise, l'Europe ne sait pas répondre à la problématique des marchés financiers. Une agence de notation a plus de pouvoir sur un pays que la souveraineté, la démocratie et les droits de l'homme. Moi ça me fait vraiment très peur si on dit que l'Europe ne sait pas donner de réponse...

Maxime Paquay : Juste pour recadrer brièvement, Solange n'est pas la tenante de la politique européenne, elle est attachée de presse d'un groupe qui n'est pas majoritaire au Parlement. C'est heureux que le débat existe, mais je ne veux pas que ça prenne la forme d'un procès, sur la forme il ne faut pas de confusion sur le personnage.

Solange Hélin : Il n'y avait rien avant, on a libéralisé les capitaux dans les années 90 et on n'a mis aucune limite. Mais là maintenant on a mis des règles, des autorités de surveillance qui n'existaient pas. Maintenant on a une autorité de surveillance européenne pour les marchés financiers, on a une autorité pour les banques, une autorité pour les assurances. On est en train de mettre en place une union bancaire. Alors c'est quoi l'union bancaire ? C'est la BCE qui va être chargée (pas directement) de vérifier la santé de toutes les banques européennes et on va mettre en place au niveau européen aussi des nouvelles règles sur les agences de notation. Ce n'est pas encore un monde parfait, ce n'est pas encore idéal, mais on progresse, peu à peu on progresse et on progressera encore sur les 10, 15 ans qui viennent.

Participant VI : Concernant la médiatisation, chez nous en Belgique le vote est obligatoire donc la non-participation éventuelle va avoir moins d'impact. Par contre quand on jette un œil sur les candidats que les partis présentent, c'est souvent des *people* ou anciennes présentatrices de JT. Donc on voit un peu la considération qu'ont certains partis même en Espagne, c'est ceux qui ne pouvaient plus être sur les listes ailleurs et qu'on mettait sur les listes européennes. C'est un peu la tendance partout. Aussi pour répondre sur ce que l'on peut faire au niveau des médias. Les initiatives citoyennes européennes (ICE). Il y a une qui s'appelle *basic income*. Elle nécessite un million de signatures et la presse classique ne fait rien pour soutenir cette initiative pour récolter ses signatures. Les personnes qui soutiennent cette ICE se battent bec et ongle pour récolter leurs signatures. Or ça prend deux secondes de signer, c'est juste pour ouvrir le débat. Ça, la presse classique devrait, je pense, plus accentuer toutes ces initiatives européennes, car ces gens prennent des heures et des heures de leur vie pour avoir quelques signatures. La presse classique pourrait avoir plein de gens en une fois. Concernant le fait qu'il n'y a pas de partis qui aient un programme européen. Nous au parti pirate on a un manifeste européen et on a un programme européen.

Myriam Djegham : Effectivement sur le débat sur que peuvent faire les médias. Déjà un élément très important est de politiser le débat et quand je dis politiser c'est dans le sens noble du terme, c'est-à-dire de ramener sur le devant de la scène les enjeux principaux et aujourd'hui les enjeux principaux sont les enjeux socio-économiques. Ce qui est important aussi c'est essayer de contextualiser, de retracer et d'aller jusqu'à la racine des choses. Donc de partir des causes et d'aller jusqu'aux conséquences et de mettre les priorités qui seront celles des différents partis politiques dans le cadre de la campagne et de les mettre dans ce contexte-là. Et donc par exemple pour affiner notre lecture commune des origines de la crise. Moi je dirai qu'elle vient surtout de la baisse des salaires des travailleurs américains qui ne leur permettait du coup plus de se loger correctement. Accord qui est pourtant dans le contrat de l'économie capitaliste entre les détenteurs de capitaux et les travailleurs : le salaire doit permettre aux travailleurs de reproduire leur force de travail, c'est-à-dire de se loger, d'éduquer leurs moutons, de payer leur facture d'électricité, et de manger correctement et pas du poulet chloré. Et donc à partir du moment où on débattrait de ce qui constitue pour nous les origines de la crise, les solutions ne sont plus du tout les mêmes.

Ce que l'on fait aujourd'hui au nom de la sauvegarde de l'Euro et au nom de la sauvegarde de la compétitivité c'est baisser les salaires et les textes européens, à l'image du pacte pour l'euro, comme *le six packs*, *le two pack* ce sont justement des textes qui nous enfoncent dans la dégradation des conditions économiques et sociales de la majorité

de la population européenne et donc c'est là-dessus qu'il faut pouvoir médiatiser. Nous voulons au moins débattre de ça ! Ce qui importe c'est quel est le projet politique qui est défendu par les différents partis et est-ce que c'est cohérent ? Parce que ce qu'il y a aussi c'est que l'on délie le présent de l'histoire et ça, je pense que c'est vraiment un danger. La presse doit se faire le relais de ce qui a été voté par les différents groupes européens donc il faut dire ce qu'il y a dans ces textes. Tout en montrant l'enjeu, en même temps il ne faut pas être trop technique. Donc comment vulgariser ça pour dire concrètement ça touche en quoi votre capacité de vivre dignement et quels ont été les choix politiques faits par les partis qui se présentent aux élections. Et donc concrètement là on est en Belgique le dernier pays qui n'avait pas encore signé le TSCG et là tous les partis l'ont signé et c'est ce qui va entraver la capacité des États de faire des investissements pour du progrès social, pour l'enseignement, la santé, pour les transports publics et ça c'est mieux par rapport à il y a trois ans ? Moi j'ai de sérieux doutes. Donc je pense que les médias doivent relayer ça au maximum.

David Lundy : Pour la politisation des élections, je crois que la responsabilité reste sur les partis politiques qui ne se concentrent pas sur les sujets spécifiques et qui ont tendance surtout au centre droit, libéraux, centre gauche de se concentrer sur le consensus de cette idée abstraite d'être pour l'Europe et ça, ça n'attire pas beaucoup de gens, car ils ne voient l'intérêt de ce débat pour ou contre l'Europe quel est l'intérêt ? Je crois qu'il faut se focaliser sur les sujets spécifiques et pas sur le consensus on a besoin d'un antagonisme dans la politique de voir qui est pour et contre et ça, ce n'est pas clair. On ne voit pas quelles sont les préférences des différents partis politiques par exemple un des plus grands candidats pour les élections européennes, Martin Schultz quelles sont ces critiques sur la politique d'Angela Merkel ? Car à la fin ce sont les États qui vont choisir le président de la Commission européenne, les gens s'abstiennent ! Le Parlement ce n'est pas le centre du pouvoir de Bruxelles ou Strasbourg. C'est les États membres qui contrôlent. À côté des médias, il y a un manque de confiance aussi. Les plus grands médias ont été impliqués dans la crise, ils n'ont pas joué leur rôle. En Irlande, ils faisaient des annonces publicitaires pour le marché immobilier, ils ont fait beaucoup d'argent avec ça et maintenant ils ne prennent pas leurs responsabilités.

Participant VII : Je voudrai revenir ce qui a été dit précédemment c'est-à-dire les politiques de régulations financières. Sans douter de leur pertinence, je voudrai juste rappeler qu'il va y avoir le TTIP qui va comporter un volet de dérégulation financière pour revenir à des niveaux de régulation inférieurs à ceux de 2008. Je voudrai savoir comment à partir de là faire en sorte que les populations européennes se sentent entendues et intéressées par la politique européenne. Quand celle-ci manifestement devient de plus en plus assujettie à l'économie tandis que les réactions des populations sont justement un rejet de ces vies assujetties à l'économie.

Solange Hélin : Je vais beaucoup te décevoir, mais je croyais que les Américains avaient demandé qu'on exclue les services financiers du mandat et je crois même que la régulation américaine est très très avancée par rapport à celle de l'Europe. Pour le TSCG, le PE n'a pas eu à s'en saisir puisque les États ont négocié d'une manière intergouvernementale (selon les procédures européennes) et du coup ce sont les parlements nationaux qui ont dû ratifier le traité de stabilité budgétaire.

Lorenzo Consoli : La chose qu'il faut faire, si vous avez peur qu'il y ait des choses très mauvaises dans ce traité et je suis convaincu que vous avez raison. C'est de voter aux élections européennes, car ce sera le PE qui va voter le TTIP. Par contre le traité TSCG là c'est les Parlements nationaux qui vont le ratifier. Donc il faut être précis, aller là où il y a le pouvoir là où il y a le pouvoir de décider. Mais le problème. Le fait de ne pas être précis, de ne pas savoir exactement où est le pouvoir où il faut attaquer, où il faut aller et de n'être toujours que contre tout, ça stérilise votre position et vous n'arriverez à rien. Si vous n'êtes pas « rouge et expert » là, il y a un problème.

Myriam Djegham : Je peux intervenir, d'abord sur le TSCG, la Belgique est le dernier pays à devoir le ratifier et ça va se faire ce mois-ci. Tous les parlements devaient le ratifier et le parlement fédéral l'a déjà ratifié depuis quelques mois et là où l'objection venait c'est du Parlement régional bruxellois et le Parlement régional wallon. Et ce qui est intéressant de voir, l'accord avait été trouvé au niveau des majorités régionales bruxelloises et wallonnes. Car écolo qui a voté contre au niveau fédéral, va voter pour au niveau régional. Sur le TTIP, effectivement on n'a pas les textes

et il ne faut pas être naïf et on peut comparer aux autres et voir les effets, aller dans l'histoire. Des traités de libre-échange il y en a 400 dans le monde aujourd'hui. Et donc on peut comparer aux autres et voir l'effet. L'Université de Québec a fait une étude sur les effets de l'ALENA, accord de libre-échange entre Mexique, le Canada et États-Unis. Il faut voir combien ça a détricoté les droits sociaux, les droits économiques et environnementaux. C'est la même chose qui est proposée. Il y a des choses que l'on sait ! Au-delà de ce texte, c'est contre les logiques qu'il faut se battre et voir quels sont les partis et les positions que ceux-ci prennent au moment des votes.

Gérard de Selys : Je n'ai pas entendu de la part de ce jeune homme de discours contradictoires ou non précis à propos du TSCG ou TTIP, je n'ai pas entendu des choses non précises. À propos du TTIP, il se négocie exactement comme l'ALENA s'était négocié : dans une complète ignorance des Parlements nationaux de chacun des pays. Jusqu'à la fin des négociations. Ce n'est que quand le traité ALENA a été signé que les parlementaires ont eu accès au texte. On sait en matière de négociations internationales et commerciales que la Commission européenne est seule à pouvoir le faire, donc elle représente tous les pays membres de l'Union. Elle n'est pas obligée de leur rendre les comptes. Et donc c'est une chose démocratiquement inadmissible. On se passe de l'avis de tous les Parlements y compris du PE et qu'on ne les informe pas.

Pauline Chevalier : Ce matin on nous demande comment mieux parler de l'Europe dans les médias, puis cette après-midi comment est-ce qu'on va pouvoir intéresser les gens à voter pour l'Europe. Et là je crois que ce qui est en train de ce dire c'est que l'on ne peut pas aller voter pour une logique que l'on ne peut pas cautionner. Depuis ce matin je trouve qu'en général on prend un peu toujours les gens pour des imbéciles. Ils ne comprennent rien de toute façon ce sont des imbéciles. Et pourquoi pas l'inverse ? Si vous nous faisiez confiance, si on n'était pas des idiots et que l'on vous dit non cette logique européenne on ne peut pas la cautionner, on ne peut pas cautionner des choses pareilles ! Car la logique même de l'UE elle touche à la dignité humaine. C'est presque une fausse question. Faites-nous alors vraiment participer !! Au lieu de dire aller voter les enfants !

Maxime Paquay : David, une réaction ?

David Lundy : Sur le rôle des médias dans les élections européennes, c'est important d'expliquer d'où viennent les décisions, qui a le pouvoir, quand ? On entend beaucoup « Bruxelles » veut si ou ça et dans les médias un amendement au niveau d'une commission parlementaire devient la position de toute l'UE et ça c'est exagéré. Mais la responsabilité c'est chez les politiques, ils ont perdu la confiance des populations et les gens n'ont pas confiance au système. C'est tout à fait normal si les politiques ne donnent pas confiance ou donnent la possibilité aux gens d'élire ou choisir les représentants, des représentants qui soient transparents et visibles et pas derrière des portes fermées comme au Conseil européen. Les gens ont raison pourquoi iraient-ils voter s'ils n'ont pas le pouvoir ? Et c'est triste, mais l'extrême droite attire beaucoup de gens, car c'est simple, avec un message fort, ils ont l'impression d'offrir quelque chose de démocratique aux gens et ça, c'est très dangereux.

Participant VII : Vous avez parlé de redonner une légitimité démocratique à la CE et puis vous avez parlé de la BCE. Et la BCE est indépendante, et je me demande ce que ça signifie cette indépendance et ne faudrait-il pas aussi lui donner une légitimité démocratique ? Parce qu'actuellement force est de constater qu'on est en train de nous présenter la science économique comme neutre, il y a un déficit de pluralisme économique dans la science économique. Il y a un vide, pas de débat sur la politique de la BCE

Solange Hélin : c'était une exigence de l'Allemagne que la BCE soit totalement indépendante. Vous avez tout à fait raison. Mais là c'est aussi les limites de la construction européenne.

Lorenzo Consoli : Mais il y a un débat, dans les médias il y a énormément de débats sur le rôle de la BCE et les politiques économiques il y a énormément de débats !

Solange Hélin : La gauche a porté le débat au PE, notamment contre l'austérité. Mais on n'est pas majoritaire, on n'est pas l'institution qui décide.

Maxime Paquay : Je vais prendre une dernière réaction.

Participant III : Sur le débat austérité contre croissance, pour reprendre l'exemple de la Grèce. Les années soit — disant glorieuses de la Grèce étaient la décennie 90. Il y a eu 15 /16 % de croissance, mais au niveau de la société cette croissance n'est pas visible. Je veux rappeler aussi que depuis que la Grèce est entrée dans le programme de la Troïka 2010 elle a reçu comme aide plus ou moins 280 milliards €. De ces 280 milliards, il n'y a que 15 milliards qui sont entrés dans l'économie réelle. Donc je me demande qui sont ceux qui ont bloqué ce processus, car au niveau européen c'est votre groupe aussi qui a voté ces politiques.

Solange Hélin : Justement, c'est le débat qu'il y a actuellement c'est le rôle de la Troïka et l'absence totale de légitimité démocratique de la Troïka. Donc on est en train de préparer un rapport, il y aura deux rapporteurs PPE et SD sur l'analyse des impacts des politiques d'austérité mises en œuvre par la Troïka. On veut en faire un sujet économique et le PE n'a pas approuvé les aides ou prêts accordés à la Grèce c'est le Parlement grec.

Maxime Paquay : Je vais arrêter le débat sur ces questions économiques Merci à vous quatre, merci à vous aussi c'était riche d'interaction.

Laura Leprêtre : Avant de faire la conclusion, je vais donner la parole à Ben qui va vous expliquer son projet, il n'a pas eu le temps ce matin de présenter son projet, il était là pour ça.

Ben Borges : Je voulais vous expliquer mon projet. C'est parti de mon envie d'avoir des informations sur l'UE, comment ça marche. J'ai créé ce compte Twitter. C'est un compte Twitter actif 24 h 24. Il y a 80 sources d'information qui sont en train de propulser ce compte. Dans ces 80 sources d'information il y a autant les institutions, que les réseaux Press Europe, Euractiv, Corporate Europe Observatory, que des critiques. Ce compte il suit tout ce qui est publié par les instances européennes. Si vous allez sur EuWatch, vous pouvez visualiser l'information de manière beaucoup plus agréable. C'est un système de veille. Il suit le TTIP, les élections européennes, chaque page est unique, et est concentrée sur un sujet. C'est vraiment un outil qui peut permettre de comprendre un peu plus comment ça marche. L'outil, j'essaye de faire très rapide, très vaste sur l'Europe en tant que telle. Je voulais comprendre de quoi les représentants politiques sont en train de parler et de ce que les mouvements sociaux, la rue parlent. Quelle est la différence de perception, qu'est ce qui est en train de se passer ? Le but est de faire un site qui comporte une masse d'information énorme. Je vous invite à aller le visiter. Et si vous êtes une association et que vous parlez de l'Europe et que vous avez envie d'être repris par le système et que vous estimez que des gens pourraient être intéressés par ce système de diffusion. Moi je suis prêt à prendre de nouvelles sources et à les mettre dans le système. C'est un projet en construction. Ça nous permet à nous en tant que citoyens d'amplifier l'information que nous voulons passer ou de prévenir d'autres citoyens. Dans les élections européennes cet outil va servir à faire une veille sur les élections, à relayer des alternatives, des voix citoyens, des autres en point de vue.

Laura Leprêtre : Merci Ben. Déjà je voudrai remercier tous les participants de la journée, je vous remercie beaucoup d'être venus et d'avoir partagé votre point de vue sur cette question qui est quand même primordiale. Il faut absolument politiser les enjeux européens aujourd'hui et ne pas lâcher le vote même s'il y a des problèmes de dégoût ou de remise en question des politiques européennes. C'est important de participer parce qu'après on se dira que ces outils-là on ne les aura pas utilisés. C'est un peu ce qu'on se dit avec l'initiative citoyenne européenne, bon c'est un outil compliqué clairement il n'atteint pas ces objectifs, mais c'est important d'essayer au moins.

Merci aussi aux orateurs et aux modérateurs, Maxime Paquay et Esther Durin pour avoir accepté de modérer les deux panels. Moi je pense que le défi a été relevé puisque l'objectif était de mettre autour de la table des personnes d'horizons complètement différents de les faire se confronter. On l'a vu lors du deuxième panel, c'est clair qu'il y a des différences de point de vue et conception sur les origines, le fonctionnement des institutions européennes. Ce deuxième panel a aussi montré les initiatives qui existent. Alors si je peux me permettre de citer un universitaire qui m'a quand même pas mal aidé sur les questions de fond pour préparer ce séminaire Michael Malherbe, professeur à

Science po Lille et à la Sorbonne, *la clé c'est de s'intéresser à d'autres médias*. Parce qu'avec la difficulté qu'a soulevé Esther sur le pluralisme et la concentration économique, qu'à soulever Griselda dans le deuxième panel sur l'indépendance éditoriale dans les médias *mainstream* qui sont devenus des médias de consommation comme les autres sujets à la concurrence et aux objectifs de profitabilité ou appartenant à un grand groupe industriel. Aujourd'hui on a montré qu'il y a d'autres médias possibles. Il y a d'autres canaux possibles. Le projet d'un informaticien ; Ben qui s'intéresse aux questions européennes, qui les met devant le public, qui essaye de faire participer. Les radios associatives comme Radio Panik qui font participer tous les citoyens qui peuvent faire leur émission et qui organisent leur propre modération. Des radios de proximité qui se créent... Nous voulions montrer que des initiatives existent qu'elles sont possibles et qu'il faut les soutenir. Je dirai par rapport à la médiatisation des enjeux européens qu'il y a trois responsabilités : Responsabilité du citoyen de saisir ces outils-là, responsabilité des médias, car clairement il y a toute une réflexion qui doit se faire sur la réorganisation économique. Est-ce que les modèles que l'on a présentés avec la coopérative SanchoPanza montrent qu'un nouveau modèle économique est possible ? Faire une entreprise coopérative, clairement c'est une initiative qui est peut-être le résultat de la crise de la presse, c'est positif. Agence qui arrive avec du *facts checking*, du journalisme expérimental effectivement ce n'est plus les mêmes circonstances, on va sur le terrain, on reste plus longtemps. Troisième responsabilité : celles des institutions européennes. L'information ne parvient pas aux citoyens, car on ne veut pas qu'elle parvienne. En effet l'UE paraît être à la botte des intérêts économiques des grands groupes financiers et non à ceux des citoyens européens. Il faut qu'elle redéfinisse ses politiques et ses priorités.

Et alors dans ce dernier panel, clairement il y a un consensus sur les politiques d'austérité qui frappe les citoyens, sur la mobilisation nécessaire. Est-ce que ces élections européennes sont une occasion de politiser la question ? Nous verrons... J'espère que ces élections amèneront une autre direction à cette UE. Nous avons besoin de retrouver confiance.

Merci à tous, nous continuerons avec l'ACJJ de faire un cycle sur les élections européennes, sur les médias. Merci à l'IHECS de nous avoir accueillis ici.